

---

## Une nouvelle « zone des trois frontières » ?

---

L'extension de la menace djihadiste  
aux frontières du Burkina Faso,  
du Mali et de la Côte d'Ivoire

# Sommaire

<b>Résumé exécutif</b>	<b>3</b>
<b>Méthodologie</b>	<b>5</b>
<b>Carte de la zone de la mission</b>	<b>5</b>
<b>I. L'extension de la menace djihadiste</b>	<b>7</b>
A. Un nouveau foyer insurrectionnel dans la boucle du Mouhoun	7
B. Une empreinte croissante au sud de la frontière Burkina/Mali	10
C. La menace se rapproche de la Côte d'ivoire	14
<b>II. Une zone ciblée par les groupes djihadistes</b>	<b>17</b>
A. Le précédent de la Katiba Halid Ibn Walid en 2015	17
B. Une stratégie prudente	20
C. Des forêts ciblées	21
D. Des trafics à exploiter	23
E. Un vivier de recrues important	27
F. Des liens historiques solides	29
<i>Encadré 1 : Des réalités religieuses différentes</i>	31
<b>III. Un terreau fertile</b>	<b>35</b>
A. Le partage de la terre : une situation explosive	36
<i>Encadré 2 : À Barani, la zone pastorale attise les braises de l'histoire</i>	37
<i>Encadré 3 : Dans la zone pastorale de Samorogouan, une quête de terres             qui tend les relations intercommunautaires</i>	40
B. Une concurrence intercommunautaire croissante	44
C. Des tensions sociales et politiques inquiétantes	47
D. Des États fragilisés à plusieurs niveaux malgré une meilleure prise en compte de la menace	50
<b>Conclusion</b>	<b>54</b>

# Résumé exécutif

→ L'influence des groupes armés djihadistes continue de s'étendre dans la région saharo-sahélienne et au-delà. Après avoir implanté des foyers insurrectionnels dans le centre du Mali, dans la région dite « des trois frontières » (Burkina Faso-Mali-Niger) et dans le nord du Burkina Faso, les groupes armés djihadistes semblent vouloir descendre toujours plus au sud. Depuis deux ans, ils sont actifs dans l'est du Burkina Faso. Désormais, une autre région transfrontalière impliquant trois pays, le Burkina Faso, le Mali et la Côte d'Ivoire, semble également avoir retenu l'attention des groupes armés djihadistes.

→ Située dans l'ouest du Burkina Faso, la Boucle du Mouhoun, une région administrative frontalière avec le Mali qui avait été jusqu'en 2018 épargnée par les violences insurrectionnelles, est depuis quelques mois le théâtre d'attaques contre les forces de sécurité et des civils, de prêches radicaux et de fermetures d'écoles. Le Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM), ou *Jamā'at nuṣrat al-islām wal-muslimīn* en arabe (JNIM), y dispose de bases relativement pérennes, situées à cheval sur la frontière, de soldats aguerris et d'un bon réseau d'informateurs qui semblent leur garantir des renseignements sûrs. Ils sont notamment particulièrement actifs dans deux secteurs frontaliers avec le Mali, dans lesquels ils semblent s'être établis durablement : la zone pastorale de Barani, qui constitue un repaire idéal et un espace en forme de triangle reliant Baï (Mali), Loroni, Sono et Toéni (Burkina Faso), plus au nord. Les différentes cellules dont ils disposent semblent en outre quadriller le terrain de manière à assurer un contact direct et un continuum géographique avec les éléments de la katiba Macina, et ceux d'Ansaroul Islam.

→ Les régions administratives des Cascades et des Hauts-Bassins (Burkina Faso) et celle de Sikasso (Mali) semblent également intéresser les djihadistes. Depuis quelques mois, le JNIM tente d'y implanter des cellules. Comparables à des éclaireurs et des avant-gardes, des combattants destinés à devenir par la suite des chefs de brigades sont chargés d'identifier des caches possibles, dans les zones boisées notamment, d'effectuer des recrutements parmi les populations locales, de les envoyer se former dans des camps d'entraînements, puis d'attaquer les postes de police et de gendarmerie dans le but de se procurer du matériel de guerre. Plusieurs forêts du sud du Burkina Faso sont aujourd'hui infiltrées par des hommes armés : les Deux Balés, Boulon-Koflande, la Comoe-Leraba, Dida. Dans ces zones, les attaques se sont multipliées en 2019.

→ Si la situation est particulièrement préoccupante au Burkina Faso, le sud du Mali et le nord de la Côte d'Ivoire sont pour l'heure relativement épargnés. Toutefois, à terme, ces deux régions pourraient elles aussi être ciblées, comme ce fut le cas en 2015 avec l'éphémère katiba Halid Ibn Walid, liée à Ansar Dine. D'ores et déjà, des forêts situées sur la frontière entre la Côte d'Ivoire et le Burkina Faso servent de bases aux hommes du JNIM. Pour les autorités ivoiriennes jusqu'aux plus hauts niveaux, « la question n'est pas de savoir si la Côte d'Ivoire sera touchée par des attaques djihadistes, mais quand ? ».

→ Cette zone est en outre traversée de tensions préoccupantes. Les conflits liés aux questions foncières y sont très nombreux, en raison notamment de la monétarisation de la terre, phénomène relativement récent mais qui a pris une ampleur spectaculaire avec le boum de l'orpaillage et le développement de la culture de l'anacarde, et sous l'effet de spéculations foncières non maîtrisées. Ces conflits ont abouti, dans un passé récent, à des violences et à des morts d'hommes, et ont suscité des rancœurs entre les différentes communautés que les djihadistes pourraient exploiter à très court terme.

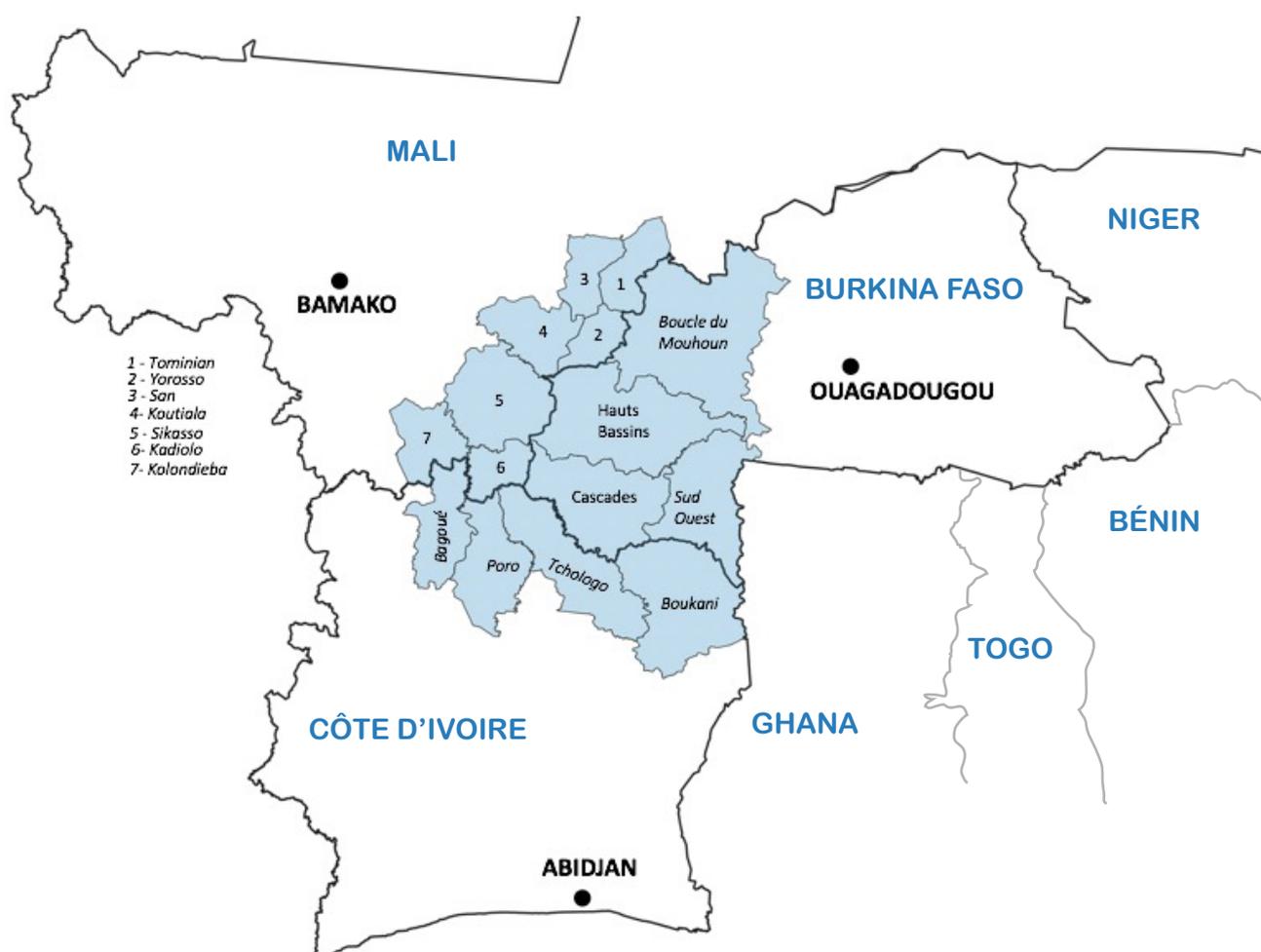
→ Ils pourraient également se nourrir des fortes tensions communautaires observées notamment au Burkina Faso – entre « autochtones » et « allochtones », généralement pour des questions de pouvoir, ou entre éleveurs et agriculteurs ; des tensions sociales qui, liées à des mesures gouvernementales brutales comme les déguerpissements et les démobilisés de la crise post-électorale de 2010-2011 en Côte d'Ivoire, ont créé frustration et colère au sein de la population ; ou encore des tensions politiques qui pourraient s'intensifier à l'approche des élections présidentielles prévues fin 2020 au Burkina Faso et en Côte d'Ivoire.

→ Au niveau politique comme militaire, les autorités du Burkina Faso, de la Côte d'Ivoire et du Mali ont pris conscience de la menace. Des mesures fortes ont été prises dans le domaine de la sécurité, et des initiatives intéressantes sont menées afin d'impliquer davantage les populations dans la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme religieux. Toutefois, les faiblesses structurelles des États en matière de sécurité et leur échec en matière de développement et de gouvernance économique dans les régions concernées, restent palpables et visibles sur le terrain. Les armées des trois pays sont encore fragiles, et pour nombre de citoyens, l'État n'est toujours perçu qu'au travers de ses organes d'oppression.

→ Selon les dynamiques actuelles il est possible que cette zone transfrontalière à cheval sur le Burkina Faso, le Mali et la Côte d'Ivoire puisse être le théâtre d'un scénario similaire à celui observé dans l'est du Burkina Faso : une zone infestée de cellules djihadistes, qui y mèneraient des opérations occasionnelles et s'y constitueraient des sanctuaires, afin d'obliger les forces de sécurité à mobiliser des effectifs et des renforts, affaiblissant d'autant les autres théâtres d'opérations. À terme, cela permettrait aux groupes armés djihadistes de s'y implanter durablement et de bénéficier de bases logistiques suffisamment solides pour amorcer une nouvelle phase de leur expansion en Afrique de l'Ouest : lancer des attaques sur les pays côtiers du golfe de Guinée.

# Méthodologie

Ce rapport est le fruit d'une enquête de terrain menée en novembre et décembre 2019 dans les régions administratives de la Boucle du Mouhoun, des Hauts-Bassins, des Cascades (Burkina Faso), de Sikasso (Mali), et dans le district des Savanes (Côte d'Ivoire), au cours de laquelle plus de 70 entretiens ont été réalisés avec des élus, des fonctionnaires, des responsables des forces de sécurité, des acteurs de la société civile, des dignitaires religieux, des chefs coutumiers, des défenseurs des droits humains, etc. Ce travail a été complété par des entretiens réalisés, en amont et en aval de l'enquête de terrain, à Ouagadougou, Abidjan, Bamako et Paris, avec des élus, des responsables politiques et administratifs, des chercheurs, des membres des services de renseignements, des diplomates, etc. Ce rapport s'est en outre nourri de la littérature – très riche – consacrée aux groupes djihadistes sahéliers et d'écrits plus ou moins anciens sur l'histoire de cette région et des peuples qui l'habitent.



Zone couverte par la recherche. Infographie : Promediation



# I. L'extension de la menace djihadiste

L'influence des groupes djihadistes armés continue de s'étendre dans la région saharo-sahélienne et au-delà. Après avoir implanté – semble-t-il durablement – des foyers insurrectionnels dans le centre du Mali dès le mois de janvier 2015, et dans le nord du Burkina Faso à partir du mois de décembre 2016, les combattants islamistes ont gagné du terrain ces deux dernières années (2018-2019) et semblent vouloir descendre toujours plus au sud, probablement autant dans le but d'étendre leur influence qu'afin d'échapper à la pression militaire internationale sur le septentrion malien. Depuis début 2018, ils mènent des opérations régulières dans l'est du Burkina Faso et dans l'ouest du Niger, où certains éléments liés à l'organisation État Islamique, et notamment à sa branche saharienne (État Islamique dans le Grand Sahara – EIGS), tentent de s'imposer.

Située dans l'ouest du Burkina Faso, la Boucle du Mouhoun, une région frontalière avec le Mali qui avait été jusqu'en 2018 épargnée par les violences insurrectionnelles, est également, depuis quelques mois, le théâtre d'attaques contre les forces de sécurité et les civils, selon un schéma qui rappelle ceux observés dans d'autres régions, notamment dans l'est du Burkina et dans la région dite « des trois frontières », située aux frontières entre le Burkina Faso, le Mali et le Niger.

Les régions des Cascades et des Hauts-Bassins (Burkina) et la région de Sikasso (Mali), où l'on enregistre de plus en plus d'attaques ciblées ces derniers temps, semblent également avoir retenu l'attention des groupes armés terroristes. À terme, une deuxième « région des trois frontières », entre le Burkina Faso, le Mali et la Côte d'Ivoire, pourrait à son tour devenir un théâtre d'affrontements entre armées nationales et forces internationales d'une part et groupes armés non étatiques d'autre part.

## A. Un nouveau foyer insurrectionnel dans la Boucle du Mouhoun

---

Située dans les environs immédiats des falaises de Bandiagara et de la ville de Bankass, région malienne dans laquelle sont comptabilisées aujourd'hui un grand nombre de violences armées, et où des milices, constituées sur la base de l'appartenance communautaire, affrontent des éléments liés directement ou indirectement à la Katiba Macina et à Ansaroul Islam, deux mouvements affiliés au Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM), ou *Jamā'at nuṣrat al-islām wal-muslimīn* en arabe (JNIM), la région administrative de la Boucle du Mouhoun est désormais touchée de plein fouet par l'avancée des groupes armés djihadistes.

La première attaque dans la région a été enregistrée au poste frontière de Madouba, le 30 avril 2018. Puis à Barani, le 17 octobre 2018, des hommes armés non identifiés ont lancé l'assaut sur la gendarmerie. Un assaillant et un gendarme sont morts. Le 21 décembre 2018,

le poste de police de Sono a été attaqué et incendié. Le 27 décembre 2018, dix gendarmes burkinabés qui patrouillaient dans la zone de Loroni, une localité située dans les environs de Toéni, à quelques kilomètres de la frontière avec le Mali, ont été tués dans une embuscade revendiquée par le JNIM. Le même jour, un véhicule venu en renfort de Dédougou a sauté sur une mine. Plusieurs militaires ont été blessés.

Cette dernière attaque a poussé le gouvernement burkinabé à décréter l'état d'urgence dans les provinces du Sourou et de la Kossi, deux des six provinces de la région<sup>1</sup>, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2019<sup>2</sup>.

Depuis lors, les attaques contre les forces de sécurité se sont multipliées dans ces deux provinces<sup>3</sup>. Le 28 mars 2019, quatre gendarmes ont été tués lors de l'attaque de la gendarmerie de Barani, et du matériel a été emporté par les assaillants (des armes et des munitions notamment). Le 2 avril, la gendarmerie de Toéni a à son tour été attaquée. Le 1<sup>er</sup> mai, une attaque a été menée contre une position de l'armée à Toéni, au cours de laquelle cinq assaillants sont morts. Le 13 août, un convoi de l'armée a été attaqué dans les environs de Toéni : quatre militaires ont été tués. Le 31 août, des individus armés ont ouvert le feu sur la gendarmerie de Djibasso : un douanier qui se trouvait à proximité a été tué. Le 6 septembre 2019, des individus armés ont attaqué le poste des Eaux et Forêts de Sono (à 60 km de Nouna), tuant un forestier. Le 20 septembre, une patrouille militaire a été attaquée dans les environs de Toéni : cinq soldats ont été tués. Le 31 octobre 2019, un commissaire de police a été tué durant l'attaque du commissariat de Sanaba, situé à une trentaine de kilomètres de Dédougou, la capitale régionale. Le 3 décembre 2019 enfin, trois soldats ont été tués et deux autres blessés, lors de l'attaque de leur détachement à Toéni, tandis que 20 assaillants auraient été tués selon l'armée.

Des attaques ont aussi été menées de l'autre côté de la frontière, en territoire malien. Le 6 juillet 2019, le poste de la gendarmerie de Benena, situé sur la frontière, à quelques kilomètres de la ville burkinabé de Madouba, a été la cible d'une attaque. Trois véhicules ont été détruits et du matériel volé. En juillet 2017 déjà, cette ville avait été le théâtre d'une triple attaque menée simultanément contre les postes de la gendarmerie, de la douane et de la police.

Des violences ont également été commises contre des civils. Le 14 mars 2019, deux dozos (chasseurs traditionnels) ont été tués dans les environs de Louta. Le 21 juillet 2019, un conseiller pédagogique a été enlevé à son domicile par des hommes armés à Djibasso. Selon un élu de Toéni, plusieurs personnes ont été enlevées ces derniers mois – certaines sont revenues, d'autres non. Le 4 janvier 2020, quatorze civils, dont des enfants, ont été tués, et dix-neuf autres blessés, sur l'axe Toéni-Tougan, entre les villages de Donkou et Dagalé, lorsque leur véhicule, un minibus, a roulé sur une mine artisanale.

Par ailleurs, la pose d'engins explosifs improvisés (IED) dans la zone de Toéni, dont certains ont fait des victimes civiles et militaires, est devenue une pratique courante.

Aucune de ces attaques n'a été revendiquée, hormis celle du 27 décembre 2018<sup>4</sup>. Les habitants de la zone affirment la plupart du temps ne pas savoir qui sont les auteurs de ces

---

1 La région compte six provinces : les Balé (chef-lieu : Boromo), les Banwa (chef-lieu : Solenzo), la Kossi (chef-lieu : Nouna), le Mouhoun (chef-lieu : Dédougou), le Nayala (chef-lieu : Toma), le Sourou (chef-lieu : Tougan).

2 Un couvre-feu est en outre entré en vigueur dans ces deux provinces depuis le 15 novembre 2019.

3 Les événements relatés dans ce paragraphe sont issus de plusieurs sources : presse nationale et internationale ; Projet Armed Conflict Location & Event Data Project ; communiqués du gouvernement burkinabé.

4 <https://www.longwarjournal.org/archives/2018/12/jnim-claims-ambush-in-burkina-faso.php>

attaques. Même si des actes de banditisme ne sont pas à exclure, la plupart semblent cependant avoir été menées par des éléments affiliés à la katiba Macina, dont la base se situe dans le Macina, au Mali. Des témoins évoquent des hommes armés de kalachnikovs, arborant les signes de l'islamisme radical (barbe longue, pantalon retroussé au-dessus des chevilles, discours portant sur la religion). Par ailleurs, les cibles de ces attaques tout comme leurs modes opératoires semblent identifier leurs auteurs comme des éléments des groupes armés djihadistes.

« Il s'agit désormais pour les groupes armés djihadistes de s'installer durablement dans la région de la Boucle du Mouhoun et de s'imposer aux populations locales. »

Cette série d'attaques, dont la liste ci-dessus n'est pas exhaustive, illustre la montée en puissance des éléments djihadistes opérant dans la zone : le rythme des attaques s'est en effet accéléré au fil des mois. Elle laisse à penser que ces attaques répondent à une stratégie : il s'agit dans un premier temps de porter des coups aux forces de sécurité, avec peut-être l'objectif (sans succès pour l'instant) de les chasser de certaines zones comme ce fut le cas dans un passé récent dans les régions du Sahel et de l'est, ou dans le delta intérieur du Niger au Mali, tout en se procurant du matériel de guerre. À chacune de ces attaques, des véhicules, des téléphones, des armes et des munitions ont en effet été emportés par les assaillants, et ont servi durant certaines attaques ultérieures.

Ces attaques mobilisent la plupart du temps quelques dizaines d'éléments seulement, qui se déplacent à motos. Les assauts lancés contre les forces de sécurité n'ont pour l'heure pas atteint l'ampleur de ceux observés ces derniers mois dans le Liptako-Gourma. Et l'empreinte des djihadistes reste pour l'heure essentiellement cantonnée aux opérations militaires. La situation dans la Boucle du Mouhoun n'est ainsi, pour l'heure, pas comparable à celle du Soum ou du Macina.

Cependant, la stratégie des djihadistes dans la zone a désormais dépassé la phase préliminaire de « prospection ». Ils sont aujourd'hui solidement implantés et semblent disposer de bases relativement pérennes, de soldats aguerris, comme le démontrent la complexité des attaques qu'ils mènent (attaque à l'IED et embuscade) et le bilan particulièrement meurtrier de leurs opérations, et de renseignements sûrs<sup>5</sup>. Ils sont notamment particulièrement actifs dans deux secteurs frontaliers avec le Mali, dans lesquels ils semblent s'être établis : la zone pastorale de Barani, qui constitue un repaire idéal (voir encadré 2), et un triangle reliant Baï (Mali), Lroni, Sono et Toéni (Burkina), plus au nord. Les différentes cellules dont ils disposent semblent en outre quadriller le terrain de manière à ce qu'ils soient en contact direct avec les éléments de la katiba Macina, qui agissent dans le centre du Mali, et ceux d'Ansaroul Islam, dont l'influence s'étend désormais dans les régions burkinabées du Sahel et Nord. Ce « continuum opérationnel » est vital pour ces groupes : il doit leur permettre d'éviter l'échec subi par la katiba Halid Ibn Walid en 2015 au sud du Mali (voir chapitre 2-A).

Il s'agit désormais pour eux de s'installer durablement et de s'imposer aux populations locales. Ils ont ainsi d'ores et déjà organisé des prêches dans certains villages, à Lroni et Sémé notamment, dans les environs de Toéni. « Ils ont dit qu'ils étaient là pour défendre la religion », indique un élu local. Le procédé est comparable à celui observé dans l'est et dans le nord du

---

5 « Ils sont très bien renseignés, affirme un sous-officier de l'armée burkinabé en poste à Dédougou. Pour 40 éléments, 10 vont au contact, les autres font du renseignement. Ils savent tout ce qui se passe et connaissent nos déplacements. »

Burkina Faso, ou encore dans le centre du Mali : à la nuit tombée, lors de la prière du soir, des hommes armés juchés sur des motos arrivent dans un village, obligent les hommes à se réunir à la mosquée, et leur expliquent qu'ils sont là pour l'islam, qu'ils ne se battent pas contre eux, mais contre les militaires, qu'ils ne leur feront rien de mal tant qu'ils ne collaborent pas avec l'armée, et qu'ils doivent respecter un certain nombre de règles strictes.

Par ailleurs, des écoles de la région ont fermé, parfois à la suite de menaces directes, parfois par simple précaution. En août 2019, 81 écoles de la région étaient fermées<sup>6</sup>. Des enseignants ont notamment été menacés dans la province du Sourou.

## B. Une empreinte croissante au sud de la frontière Burkina/Mali

---

Les éléments djihadistes très probablement liés à la katiba Macina ne se cantonnent pas à la seule zone frontalière de la Boucle du Mouhoun. Même si leur empreinte y est pour l'heure moins sensible, ils sont également présents un peu partout dans le sud-ouest du Burkina<sup>7</sup> : à l'intérieur du pays, aux confins des régions de la Boucle du Mouhoun et des Hauts-Bassins ; mais aussi le long de la frontière entre le Mali et le Burkina en descendant vers le sud, dans les régions des Hauts-Bassins et des Cascades côté burkinabé, et de Sikasso côté malien.

Ils ont notamment mené des attaques dans les environs de Boromo et de Houndé, le long de la route la plus empruntée du pays : la Nationale 1, qui relie Ouagadougou à Bobo-Dioulasso, et qui continue jusqu'à la frontière avec la Côte d'Ivoire. Cette zone regorge de forêts dans lesquelles il est possible de se cacher : forêt des Deux Balés, forêt de Pâ, forêt de Dibon, forêt du Tui, forêt de Soroboali, forêt de Kalio, forêt de Tissé, etc.

La présence d'hommes armés dans certaines de ces zones boisées est avérée. Des éleveurs affirment en avoir croisés, notamment dans les forêts des Deux Balés et de Pâ, situées entre Boromo et Houndé. Les agents des Eaux et Forêts ne s'y rendent quasiment plus, en raison du danger. L'un d'eux a semble-t-il échappé à la mort il y a quelques mois : intercepté par des hommes armés alors qu'il se déplaçait à moto, ceux-ci lui ont demandé s'il était un gendarme ou un agent des Eaux et Forêts ; il a répondu qu'il était un agent de santé, et a ainsi pu continuer sa route.

Plusieurs attaques ont été menées dans cette zone. Le 4 juin 2019, au cœur de la nuit, le poste de gendarmerie de Bapouro, situé sur la N1, a été mitraillé par une demi-douzaine d'assaillants. Le lendemain, c'est le commissariat de Fonzan, une localité située sur la Nationale 12 à une dizaine de kilomètres de la N1, qui a été pris d'assaut. Quelques semaines plus tard, le 18 juillet, le commissariat de police de Béréba, ville située à 25 km de Houndé, a à son tour été attaqué. Ces attaques n'ont causé aucun décès. Mais elles ont permis aux assaillants de dérober du matériel : tenues militaires, armes, munitions, motos, etc.

Les informations recueillies par les forces de sécurité à la suite de l'arrestation de cinq suspects, dont un est passé aux aveux et a reconnu avoir participé à deux des trois attaques ci-

---

6 Sur un total de 2024 écoles fermées dans l'ensemble du pays, dont : 746 dans la région du Sahel, 391 dans le Centre-Nord, 352 dans le Centre-Est, 290 dans l'Est et 164 dans le Nord. Source : Unicef. Situation des écoles fermées et occupées. 29 août 2019.

7 Nous parlons ici du sud-ouest au sens géographique du terme, et non de la région administrative du Sud-Ouest, située à la frontière entre le Burkina, le Ghana et la Côte d'Ivoire.

tées ci-dessus, laissent à penser qu'une cellule était en cours de création. « Selon les éléments dont nous disposons, il semble que ces hommes ne disposaient que de peu de moyens et qu'ils attaquaient des postes pour s'armer », précise un gendarme.

Le chef de cette cellule en cours de constitution serait un dénommé Cissé, un Burkinabé d'origine malienne ayant grandi à Koussarou, un village situé à 80 km de Houndé, dans les environs de Bana. Cet homme se serait radicalisé au Mali, où il aurait passé plusieurs années avant de rentrer dans son village en 2019. Il aurait été en lien avec Hamadou Koufa, le chef de la katiba Macina. À son retour, son comportement aurait changé : il portait une barbe, des pantalons courts, son épouse restait cloîtrée à la maison, et il tenait des discours radicaux. Il se serait opposé à certaines cérémonies traditionnelles, aurait refusé de serrer la main à des amis non-musulmans et aurait affirmé qu'il fallait imposer l'islam et prendre les armes pour cela.

Cissé tentait apparemment de recruter dans la zone, particulièrement parmi la communauté peule. Il a disparu après l'arrestation des cinq suspects fin 2019. Il disposait, avant cela, d'une vingtaine d'éléments subdivisés en plusieurs groupes et de plusieurs caches dans la forêt des Deux Balés, où ils enterraient notamment les butins rapportés après les attaques ; et il envisageait de mener de nouvelles opérations contre les postes de gendarmerie de Bondoukui et de Ouarkoy, deux localités situées sur la Nationale 10 qui relie Dédougou à Bobo-Dioulasso.

L'homme passé aux aveux est un éleveur. Il dit avoir été approché directement par Cissé, et avoir suivi une formation dans une forêt située plus au sud, dans les environs de Diebougou, une ville de la région administrative du Sud-Ouest. Durant trois semaines, en février et mars 2019, il aurait appris à manier les armes, aurait suivi des entraînements sportifs ainsi qu'une formation religieuse. Il affirme avoir touché 30.000 francs CFA (environ 45 euros) à la fin de sa formation. Mais à son retour, son bétail se serait volatilisé.

Le récit de cet homme et la disparition du chef de la bande après son arrestation démontrent la volonté des groupes djihadistes d'implanter des cellules dans cette zone, mais illustrent également leur fragilité durant cette étape. Il semble par ailleurs, selon les témoignages recueillis par les forces de sécurité, que Cissé aurait eu du mal à convaincre des hommes de le suivre et aurait rencontré des résistances dans son propre village.

Des cellules comme celle-ci, il semble y en avoir un certain nombre dans cette zone relativement éloignée de la frontière avec le Mali, et qui est réputée pour sa production de coton. Le 24 novembre 2018, à la nuit tombée, des hommes armés ont attaqué la brigade de gendarmerie de Satiri, une localité située sur la Nationale 10, à une quarantaine de kilomètres de Bobo-Dioulasso. S'il n'y eut aucun blessé, le bâtiment a été détruit par le feu. L'identité des assaillants est floue. Il pourrait s'agir de bandits – les coupeurs de route étaient très actifs dans un passé récent – ou d'un acte de représailles dans le cadre d'un litige qui a récemment opposé les dozos du village à des Mossis qui ont tenté de créer une unité de Koglweogo – tentative stoppée par les autorités (voir chapitre 3-B). Mais selon un élu local, il est tout aussi plausible qu'il s'agisse d'éléments djihadistes. Des mouvements suspects ont été observés dans la forêt voisine de Maro, depuis longtemps fréquentée par des braconniers, ainsi que dans la zone de la Mare aux hippopotames, célèbre site touristique aujourd'hui déserté, où les forces de sécurité ont mené une opération de ratissage fin 2019.

Plus certaine est la présence d'une unité d'éléments djihadistes dans la zone frontalière située au nord-ouest de Bobo-Dioulasso, à l'est de Koutiala, dans les environs de Mahou et Boura, en territoire malien. Ce groupe, qui serait également lié à la katiba Macina, voire directement au commandement central du JNIM, a mené plusieurs opérations en 2019. Le 19 mai, une

dizaine d'hommes armés ont attaqué le poste de gendarmerie de Kouri, situé à quelques kilomètres de la frontière avec le Burkina, tuant sept personnes, dont deux gendarmes. Le même jour, la sous-préfecture et la résidence du sous-préfet ont été attaquées à Boura par des hommes venus à moto.

Cité par RFI, le sous-préfet a affirmé à l'époque que des gendarmes et des membres du conseil communal avaient été avisés de l'attaque quelques jours auparavant, via des SMS. Plusieurs véhicules des forces armées maliennes avaient alors été déployés dans la région. L'attaque a eu lieu quelques heures seulement après leur départ, ce qui fait dire au sous-préfet que « les assaillants étaient très bien renseignés<sup>8</sup> ».

Le 27 octobre, le poste de gendarmerie de Kouri a une nouvelle fois été attaqué. Après cette nouvelle offensive, une unité de la Force spéciale anti-terroriste (Forsat) a été déployée sur place. Selon des élus locaux, le poste de police de Mahou, situé à 6 km de la frontière, a également essuyé des tirs durant la même période.

Plusieurs sources affirment que les assaillants venaient de la commune de Boura. Un groupe se cacherait dans une zone vallonnée et boisée de cette commune, désertée par les agriculteurs car impropre à la culture, dans laquelle se trouvent des grottes, et qui se situe à cheval sur la frontière Mali/Burkina Faso. « Un repaire idéal », selon un maire de la zone. Selon un colonel en poste dans la région, cette zone servait auparavant de refuge et de zone de repli pour les éléments djihadistes, qui venaient s'y reposer depuis le centre du Mali. Elle serait devenue une « zone de vie » à partir de 2017. Dès lors, des éléments qualifiés de « suspects » ont été aperçus dans les villages de la commune avant la première attaque. Ils auraient acheté des produits dans les marchés, sans que leur présence alerte les autorités. Des hommes armés se déplaçant à motos ont également été aperçus côté burkinabé, dans la ville frontalière de Farmana. Ils allaient dans la direction de Nouna, dans la Boucle du Mouhoun.

Leur empreinte reste toutefois légère jusqu'à présent. Aucun prêche n'a été imposé aux habitants, et aucune école n'a été fermée. Les civils n'ont pas été pris pour cible<sup>9</sup>. Une religieuse, Gloria Cecilia Narvaez, une Franciscaine de nationalité colombienne, a cependant été enlevée le 7 février 2017 à la paroisse de Karangasso, située à une trentaine de kilomètres de Koutiala. Son enlèvement a été revendiqué par le JNIM en juillet 2017.

Une source militaire affirme que ce groupe cherche à recruter parmi les populations peules. Le fait que les éléments suspects croisés dans les marchés parlaient la langue des Peuls et que, quelques semaines auparavant, des éleveurs peuls ayant fui les violences dans le centre du Mali s'étaient réfugiés dans les environs, a alimenté les suspicions contre cette communauté. **Selon des informations recueillies dans le centre du Mali, un chef important du JNIM pourrait s'y cacher. De là, il tenterait d'étendre son influence sur l'ensemble de la zone frontalière allant de la Boucle du Mouhoun à la frontière ivoirienne, et au-delà, à l'ensemble de la région de Sikasso (voir chapitre 2-B).**

Cette présence inquiète d'autant plus les autorités que cette zone est depuis longtemps ciblée par les djihadistes. C'est à Samorogouan, une localité située à quelques dizaines de kilomètres de Boura, dans une aire où les liens historiques et économiques sont importants, que la première attaque djihadiste avait été menée sur le sol burkinabé en 2015 (voir chapitre 2-A).

---

8 <http://www.rfi.fr/afrique/20190520-mali-localites-attaquees-sud-est-pays-koury-boura>

9 Les autorités ont recensé un assassinat ciblé à Yorosso en juillet 2019, sans que le lien avec les djihadistes puisse être établi.

Le 9 octobre 2015, un groupe d'une cinquantaine d'hommes armés avait attaqué la brigade de gendarmerie de Samorogouan, une ville située dans la province du Kéné-dougou, à l'ouest de Bobo-Dioulasso, près de la frontière avec le Mali. Deux gendarmes avaient été tués lors des échanges de tirs, puis un autre lors de la retraite des assaillants.

« Cette présence inquiète d'autant plus les autorités que cette zone est depuis longtemps ciblée par les djihadistes. »

La veille, ces hommes avaient été découverts par deux bergers dans une forêt située à quelques kilomètres au sud de Samorogouan. Ils y avaient installé un camp, avec armes et groupe électrogène. Les hommes armés auraient exigé des bergers qu'ils prient avec eux. L'un d'eux ayant refusé, ils auraient été égorgés. L'autre a réussi à s'enfuir après la prière et à alerter les autorités. Un de leurs logeurs lors de leur passage dans un village, un Mossi membre de la confrérie des « Sunnites<sup>10</sup> », a alors été arrêté dans la ville de Tenasso, et amené à la gendarmerie. C'est durant la nuit suivante que celle-ci a été attaquée.

Selon un élu local, « il y avait de tout parmi eux : des Mossis, des Peuls, des ressortissants maliens, des Burkinabés, etc. » L'un d'eux avait notamment séjourné plusieurs années durant dans un hameau de culture avant de partir pour le Mali et d'y rester pendant près d'une décennie. Cité dans une étude consacrée aux défis de la sécurité au Burkina Faso, un chef de village peul de la commune rapporte cette anecdote : « XX, un des terroristes avait quitté Pedon pour demander mon aide. Il voulait apprendre à parler l'arabe. Il voulait étudier dans notre medersa. Je lui ai suggéré d'aller chercher un parent comme témoin. Alors, il est reparti. De retour, il est venu avec son père et un ami de ce dernier. Il est venu s'installer chez moi. Il a fait une année et pendant les jours non ouvrables, il partait voir sa famille. L'année suivante, son père est venu chercher auprès de moi un endroit où il pourrait loger sa femme et son enfant. Je lui ai donné un endroit pour construire. La troisième année, il a déménagé dans le quartier Mossi et il a fait deux ans là-bas. Après, il est parti au Mali et il y a fait 9 ans. Il venait souvent me rendre visite. Ensuite, il a épousé une deuxième femme à Tenasso et il l'a amenée au Mali. Finalement, il ne venait plus me voir. C'est quand il a fait l'attaque de Samorogouan que son père a dit aux gendarmes que c'est moi qui ai mis XX sur ce chemin<sup>11</sup>. »

Selon toute vraisemblance, ces hommes tentaient de monter une cellule dans la zone pour le compte de la katiba Halid Ibn Walid, qui avait tenté de s'implanter dans la région de Sikasso à la même époque (voir chapitre 2-A). Selon diverses sources, l'homme chargé d'implanter cette cellule était Boubacar Sawadogo, un Burkinabé. Arrêté en juillet 2016 dans la région de Sikasso, il était proche du Malien Yacouba Touré, considéré comme le numéro 2 de la katiba Halid Ibn Walid.

---

10 Au Burkina comme en Côte d'Ivoire, les musulmans wahhabites se présentent depuis plusieurs années comme « sunnites ». Cette dénomination est reprise par la plupart des musulmans de ces deux pays, ainsi que dans de nombreux travaux de chercheurs. Voir encadré 1.

11 *Sécurité par le bas. Perceptions et perspectives citoyennes des défis de sécurité au Burkina Faso*. Sten Hagberg, Ludovic O. Kibora, Sidi Barry, Yacouba Cissao, Siaka Gnessi, Amado Kaboré, Bintou Koné et Mariatou Zongo. Forum for African studies. Uppsala Universitet 2019.

## C. La menace se rapproche de la Côte d'Ivoire

---

Une autre région du Burkina semble être particulièrement ciblée par les djihadistes. Il s'agit de la région des Cascades, frontalière avec la Côte d'Ivoire. **Cette zone est constellée de grandes forêts classées qui peuvent être considérées comme autant de sanctuaires potentiels, et qui, selon des informations recueillies dans le centre du Mali, suscitent l'intérêt des hommes de Hamadou Koufa. Les attaques y sont encore rares, et elles ne ciblent pour l'heure que des postes de la gendarmerie ou de la police, mais la présence d'hommes armés est avérée.**

Une des premières attaques s'est déroulée le 17 octobre 2018. La gendarmerie de Sideradougou, une ville située sur la Nationale 11 qui relie Banfora à Gaoua, a été prise d'assaut. Du matériel a été volé, dont des armes. Le 5 août 2019, c'est la gendarmerie de Ouo, située à mi-distance entre Sideradougou et Gaoua, qui a été attaquée. Le 23 août, la gendarmerie de Sideradougou a subi une deuxième attaque. Un gendarme est mort. Le 13 décembre, un poste de police situé sur un site minier à Kouéré, sur l'axe Ouo-Sideradougou, a été pris d'assaut. Enfin le 5 janvier, des hommes armés ont à nouveau attaqué la gendarmerie de Ouo et ont détruit du matériel.

Dans cette zone, deux forêts à la végétation dense séparées par la route nationale sont semble-t-il habitées par des hommes armés depuis plus d'un an : la forêt de Gouandougou et la forêt de Kongouko. Les dozos de la zone y ont à plusieurs reprises arrêté des étrangers circulant à motos, armés et munis d'argent, et les ont remis aux autorités. Certains semblaient perdus. Ils cherchaient un village précis.

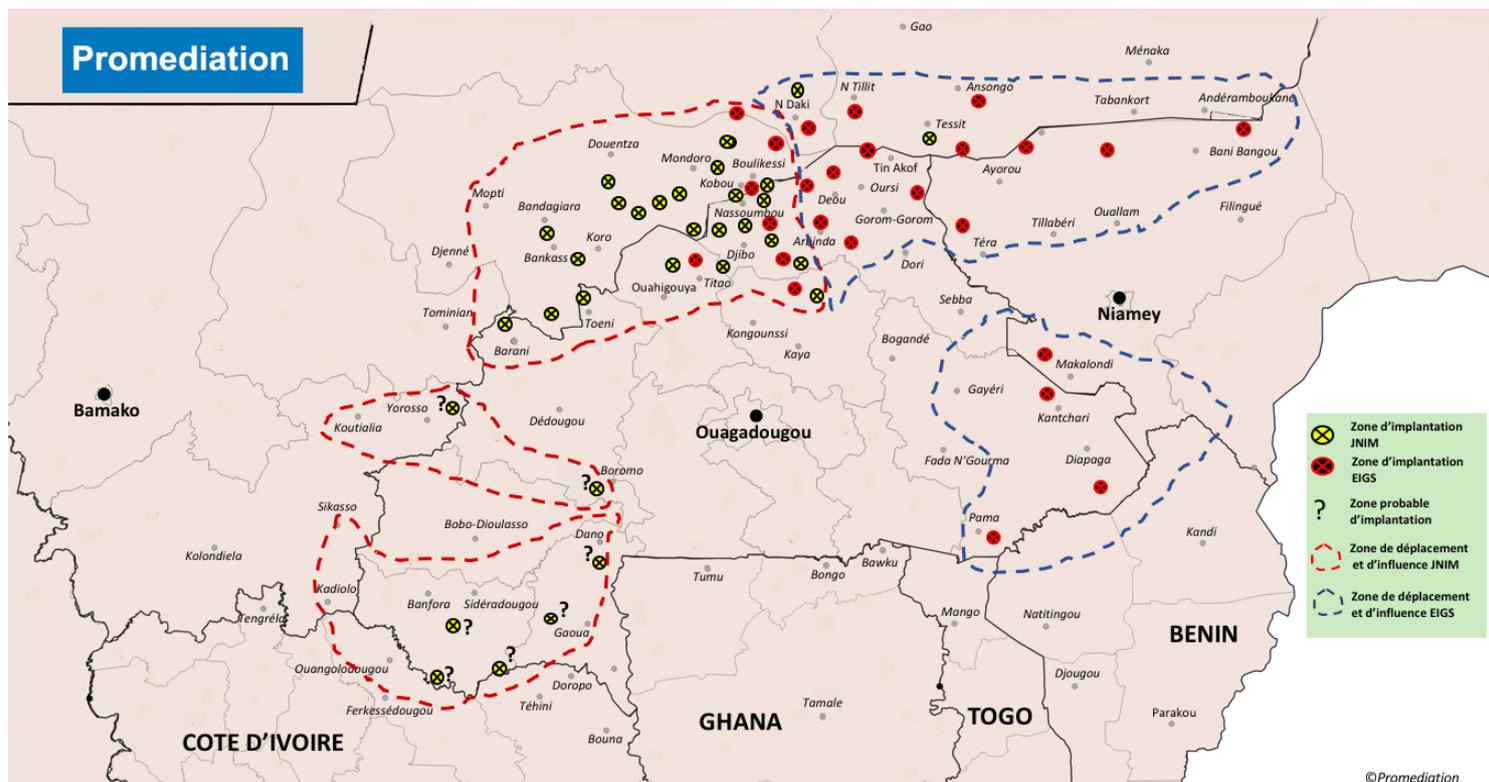
C'est à cet endroit que quatre travailleurs de Huawei ont été enlevés le 22 novembre 2019 par des hommes armés, puis relâchés le lendemain<sup>12</sup>. La pression exercée par les autorités et par les dozos, qui ont dépêché sur place plus de 150 hommes et qui ont encerclé la zone, semble avoir décidé les ravisseurs à abandonner leurs otages. Le récit de l'un d'entre eux, rapporté par un élu local, valide la thèse selon laquelle ce sont des djihadistes qui les ont enlevés : ils arboraient une barbe, portaient un pantalon court, et leur auraient dit, en Ffulde, qu'ils voulaient faire fermer les maquis (bars) et les écoles dans les communes de Sideradougou et de Mangodara.

Les autres forêts de la région semblent également être habitées par des éléments infiltrés : la forêt de Dida, frontalière avec la Côte d'Ivoire, la forêt de Boulon-Koflande, située sur l'axe Banfora-Mangodara, et surtout la forêt de la Comoe-Leraba<sup>13</sup>, immense zone boisée située à la frontière occidentale du Burkina Faso et de la Côte d'Ivoire. Une présence suspecte dans une zone difficile d'accès, remplie de galeries forestières, a également été signalée au sud de Sirakoro, près de Bolé, une ville ivoirienne.

---

12 Selon RFI, quelques mois avant l'enlèvement, « les forces de défense et de sécurité avaient mené des opérations dans cette partie du pays. "La région était infestée et on avait signalé des mouvements suspects", indique une source de la radio. Mais les forces de sécurité avaient "traité" la zone, selon leur propre expression, et avaient assuré que la voie était libre pour la suite des "travaux". » <http://www.rfi.fr/afrique/20191126-burkina-faso-liberation-travailleurs-huawei-defense-securite-fuite>

13 Il s'agit de deux forêts classées réunies en une seule : la forêt de Diéfoula et la forêt de Logoniégué.



Zones d'implantation, de déplacement et d'influence des groupes armés terroristes JNIM et EIGS dans les espaces transfrontaliers du Burkina Faso, du Mali, du Niger et des pays du golfe de Guinée en décembre 2019. Infographie : Promediation

Plusieurs habitants assurent que toutes ces zones abritent des camps de djihadistes. Des éleveurs qui les auraient croisés affirment avoir été menacés s'ils parlaient. « Ils vont nous attaquer, cela ne fait aucun doute. La question est : quand ? » s'inquiète un élu local. L'empreinte des djihadistes se limite pour l'heure à ces rumeurs.

Plus à l'ouest, sur l'axe routier reliant Banfora à la Côte d'Ivoire, cette présence est d'ores et déjà palpable. Deux attaques ont eu lieu sur cet axe stratégique pour l'économie du Burkina Faso. Le 29 mars 2019, un assaut a été lancé contre la brigade de gendarmerie de Yendere, localité adossée à la forêt de Niangoloko où se trouve le dernier poste de la Police aux frontières avant la Côte d'Ivoire. Trois civils (des passagers d'un car de transport) et deux assaillants sont morts. Le 30 novembre, ce poste a été une nouvelle fois attaqué, cette fois-ci à l'arme lourde. Deux voyageurs ont été blessés.

Ces derniers mois, notamment en octobre 2019 et janvier 2020, l'armée burkinabée a mené plusieurs opérations d'envergure (avec appui aérien) afin de démanteler les cellules naissantes. Mais selon un élu local burkinabé, « dénicher des hommes dans ces forêts denses est très difficile ».

Les forces de sécurité ivoiriennes ont également renforcé leur présence dans la zone. Depuis le mois de juillet, la Côte d'Ivoire a lancé une opération baptisée « Frontière étanche » le long de ses frontières septentrionales. Des patrouilles mixtes (armée, gendarmerie, police, Eaux et Forêts) sont régulièrement organisées. Certes, jusqu'ici, aucune attaque n'a été menée sur le sol ivoirien. Mais « cela ne saurait tarder », croit savoir un colonel en poste dans la région. « Il n'y a aucune raison qu'ils ne viennent pas chez nous », insiste un responsable administratif

« Pour les autorités ivoiriennes, y compris au niveau national, « la question n'est pas de savoir si la Côte d'Ivoire sera touchée par des attaques djihadistes, mais quand ? » »

en fonction à Ouangolodougou, la ville ivoirienne la plus proche de la frontière avec le Burkina Faso.

Ouangolodougou est adossée à trois forêts, la Leraba, la Koba et la Nougbo, elles-mêmes contiguës à la forêt

« burkinabée » de la Comoe-Leraba. La frontière entre les deux pays, à l'intérieur de cette zone boisée, est matérialisée par la rivière Leraba, que l'on peut traverser à pied durant la saison sèche. « Cette frontière est impossible à contrôler », admet un militaire ivoirien. « Chaque année, des milliers de personnes la traversent sans passer par les check-points officiels. »

Une présence suspecte a été signalée il y a quelques mois dans ces forêts. Un villageois a affirmé y avoir rencontré plusieurs individus armés et vêtus de treillis – des Ivoiriens selon lui, qui parlaient dioula. L'un d'eux qui est de la zone l'ayant reconnu, ils l'ont laissé partir, en lui expliquant qu'ils s'opposaient à certaines fêtes traditionnelles. Après l'alerte lancée par cet homme, des fouilles ont été organisées dans la zone, en vain.

Plus à l'ouest, à la frontière entre le Mali et le Burkina, la menace reste tout aussi discrète. Mais les autorités maliennes et ivoiriennes admettent que des infiltrations sont probables, notamment sur les sites d'orpaillage (voir chapitre 2-D). Tout le monde a en tête la tentative d'implantation d'une katiba liée à Ansar Dine en 2015 (voir chapitre 2-A) dans la région frontalière.

Après le démantèlement de ce groupe, aucune attaque n'avait été enregistrée dans la zone durant quatre ans. Mais le 20 novembre 2019, des hommes armés, venus à motos, ont lancé l'assaut sur le camp militaire de Manankoro, dans la région de Bougouni, en territoire malien. Manankoro est la dernière ville malienne avant la frontière. Un des assaillants a été tué. Un soldat a été blessé. Selon les premiers éléments recueillis après la bataille, il semble que ces individus, au nombre de cinq, auraient été hébergés par un villageois.

Après cette attaque, les autorités maliennes ont décelé des mouvements suspects dans une zone boisée située au nord de Manankoro, entre les villes de Doussoudiana, Yorobougoula et Garalo. Selon une source militaire, quelques éléments auraient été envoyés par la katiba Macina, via Yorosso, pour tenter de former une cellule dans cette région. Ils chercheraient à recruter des jeunes locaux, notamment des Peuls. Des mouvements suspects sont également signalés de temps en temps dans les environs de Misseni (Mali) et de Tengrela (Côte d'Ivoire), là même où la katiba Halid Ibn Walid avait tenté de s'implanter.

Dans la nuit du 25 au 26 janvier 2020, le poste de police frontalier de Yendéré au Burkina Faso, situé à 9 km de Laleraba, à la frontière entre la Côte d'Ivoire et le Burkina Faso, a été attaqué par des éléments armés. Un responsable sécuritaire de la zone a fait état de ce que « les assaillants, au nombre d'une vingtaine environ, sont venus à motos et lourdement armés de PKM, de lances roquettes et de kalachnikovs. L'assaut a été lancé sur le poste aux environs de 23 heures ». Si aucune perte en vie humaine ni blessé ne sont à déplorer, les dégâts matériels sur le poste de Police sont importants.

Pour les autorités ivoiriennes, y compris au niveau national, « la question n'est pas de savoir si la Côte d'Ivoire sera touchée par des attaques djihadistes, mais quand ? » Jusqu'à présent, le pays paraît plutôt servir de zone refuge pour les combattants opérant au Burkina Faso que de zone d'opération. Mais en Côte d'Ivoire comme au Mali et au Burkina Faso, le terreau est fertile pour des groupes islamistes prônant une insurrection armée.

## II. Une zone ciblée par les groupes djihadistes

Les djihadistes sahéliens ont adopté une stratégie expansionniste ces quatre dernières années. Affiliés au JNIM ou à l'EIGS, les différents groupes armés ne se contentent pas d'administrer les zones qu'ils ont conquises, mais tentent d'en occuper de nouvelles, comme le démontre l'implantation récente d'un foyer insurrectionnel dans l'est du Burkina Faso et l'ouest du Niger. Certaines tentatives ont échoué : ce fut le cas de la katiba Halid Ibn Walid, affiliée à Ansar Dine, en 2015.

Cet précédent a semble-t-il servi de leçon aux groupes djihadistes, qui emploient désormais une stratégie prudente avant de s'implanter dans une zone. Mais cet épisode a également démontré l'intérêt particulier d'Iyad Ag Ghali et de Hamadoun Koufa, les chefs du JNIM et de la katiba Macina, pour cette région. De fait, selon des informations recueillies au Mali, ce sont les éléments de ces deux groupes qui tenteraient aujourd'hui d'implanter des cellules au sud du Mali et du Burkina Faso.

Située sur la route du commerce et des trafics entre le Sahel et le golfe de Guinée, cette région revêt un enjeu primordial pour les États ouest-africains. La géographie et la sociologie de cette région sont en outre favorables aux groupes insurgés. Les forêts y sont nombreuses et représentent autant de sanctuaires potentiels. Elles abritent déjà un grand nombre d'activités illicites comme le trafic de bois et l'orpaillage clandestin, sur lesquelles les djihadistes peuvent s'appuyer pour constituer des réseaux, recruter, voire trouver des moyens de financement. Des liens historiques, économiques et culturels lient par ailleurs certaines populations de cette zone à celles du nord du Burkina Faso et du centre du Mali, ce qui facilite l'intégration d'éléments venus de ces régions.

En outre, avec l'avancée du front vers le sud, au Mali comme au Burkina, cette zone est aujourd'hui en contact direct avec les régions en partie contrôlées par le JNIM, ce qui permet d'assurer en permanence communication et ravitaillements et de garantir un continuum opérationnel.

### A. Le précédent de la katiba Halid Ibn Walid en 2015

---

Le groupe dirigé par Iyad Ag Ghali a déjà tenté, dans le passé, d'ouvrir un front djihadiste dans la « zone des trois frontières » Burkina Faso-Mali-Côte d'Ivoire en 2015. Mais l'expérience fut de courte durée. Après deux attaques menées contre les forces de sécurité maliennes, la cellule avait été démantelée, et ses éléments tués ou éparpillés.

Baptisée du nom de Halid Ibn Walid, également dénommée « Ansar Dine Sud » par les services de renseignements maliens, cette katiba directement liée au chef d'Ansar Dine s'était

installée dans la forêt de Sama, située à l'extrême-sud du Mali, tout près de la frontière avec la Côte d'Ivoire. Elle avait mené deux opérations. Le 10 juin 2015, une trentaine d'hommes armés avaient attaqué le camp militaire de la ville de Misseni, située à quelques kilomètres de la frontière avec la Côte d'Ivoire. Un gendarme avait été tué. Selon un élu local cité par l'AFP à l'époque, les assaillants avaient pris, un temps, le contrôle du camp, où ils avaient hissé leur drapeau noir. Des sources ivoiriennes indiquent qu'ils avaient infiltré, à l'époque, les sites d'orpaillage situés de part et d'autre de la frontière, dans les communes de Kanakono (Côte d'Ivoire) et de Misseni (Mali), et que c'est de là qu'ils avaient préparé leur attaque. Une fois leur forfait accompli, ils avaient transité par la Côte d'Ivoire avant de se diriger vers Fakola.

Le 28 juin 2015, cette ville située plus à l'ouest en territoire malien, à une vingtaine de kilomètres de la frontière avec la Côte d'Ivoire, avait à son tour été attaquée. Des hommes armés avaient pris le contrôle de la mairie et du camp militaire durant quelques heures, hissé leur drapeau noir, saccagé la préfecture et incendié un véhicule avant de quitter les lieux et de se replier sur leur base située dans la forêt voisine de Sama. Selon des habitants, ils auraient revendiqué vouloir imposer la charia.

À la suite de ces deux attaques, le dispositif sécuritaire avait été renforcé de part et d'autre de la frontière, et d'intenses fouilles avaient été menées dans la région. Des arrestations avaient permis d'obtenir des renseignements sur la cache des djihadistes. Le 16 juillet 2015, l'armée malienne avait attaqué une de leurs bases dans la forêt de Sama, où se trouvaient une trentaine d'éléments : cinq d'entre eux avaient été tués ; quatorze capturés sur place ; puis sept autres seront arrêtés quelques jours plus tard dans la ville frontalière de Tengrela, en territoire ivoirien. Certains avaient cependant réussi à s'enfuir. C'est notamment le cas du chef du groupe, Souleymane Keïta – après avoir été signalé en Guinée et en Sierra Leone, il sera finalement arrêté en mars 2016, alors qu'il se trouvait dans la forêt de Wagadou, repaire connu des djihadistes situé à la frontière entre le Mali et la Mauritanie.

Sur place, les militaires ont saisi des armes, des munitions, des motos et des documents qualifiés de « stratégiques ». L'organigramme de la katiba Halid Ibn Walid établi après coup par les services de renseignements maliens a démontré que ses combattants ne venaient pas du septentrion malien, ni même du centre, mais qu'ils étaient pour la plupart originaires du sud du Mali, du nord de la Côte d'Ivoire et du Burkina, et qu'ils avaient des liens un peu partout dans la sous-région. En d'autres termes, il s'agissait d'éléments issus des communautés locales : des Malinkés, des Mossis, des Peuls... « La stratégie est d'autant plus inquiétante que ces moudjahidines, en plus du bénéfice de la couleur de peau, de la langue et de la connaissance du terrain, jouissent de continuités familiales dans toute la zone ouest-africaine, leur donnant la facilité de s'infiltrer, de s'équiper et d'atteindre les positions isolées des forces armées loyalistes sans risque d'être dénoncés », précise un rapport des renseignements maliens<sup>14</sup>.

Son émir, Souleymane Keïta, serait né au Mali, à Kangaba, à moins de 50 km de la frontière guinéenne, en 1968. Il serait passé par le Sénégal, la Gambie, l'Égypte et l'Arabie saoudite, et aurait fait la connaissance d'Iyad Ag Ghali au milieu des années 2000 à Bamako. Un de ses bras droits, Amadou Niangadou (qui est aussi son gendre), le logisticien du groupe, a été arrêté en Côte d'Ivoire après la bataille de la forêt de Sama, et transféré au Mali. Ce jeune homme de 25 ans à l'époque, surnommé Djogormé, aurait participé à l'attaque de Konna en 2013 avec les hommes de la katiba Al-Forkane (Aqmi).

---

14 Rapport confidentiel de la Direction générale de la sécurité d'État (DGSE) malienne, consacré à la « Katabat Halid Ibn Walid ».

Un autre des lieutenants de Keïta, Mohamed Sangare, alias Tiembal, est un Peul originaire de Sikasso dont les parents sont installés dans le nord de la Côte d'Ivoire, à Tengréla, tout près de la frontière avec le Mali. Cet homme de 42 ans a été arrêté le 1<sup>er</sup> août 2015 à Sévaré. Quelques semaines avant l'attaque de Misseni, il se serait rendu à Abidjan, à la demande de Keïta, pour acheter à un Ivoirien d'origine malienne six pistolets mitrailleurs.

« 17 membres de la katiba Halid Ibn Walid, dont le chef, Souleymane Keïta, ont été libérés en février 2019, dans le cadre d'un échange de prisonniers entre l'État malien et la katiba Macina. »



Parmi les autres membres de cette katiba, figuraient des Ivoiriens, des Burkinabés, des Maliens originaires du sud – des Sacko, des Toure, des Maïga, des Dicko, des Sangare, des Traore... Il y avait un mécanicien originaire de Sikasso, ancien membre de la Police islamique de Tombouctou lorsqu'Aqmi et Ansar Dine occupaient la ville en 2012 ; un maçon né à Sikasso, d'origine ivoirienne ; plusieurs Peuls originaires du centre du Mali ; des Ivoiriens ayant des liens familiaux dans les villes de Tengrela, Tortiya ou encore Odienné ; des Burkinabés... Un certain nombre d'entre eux furent membres de la police islamique qui a régné sur Tombouctou en 2012. Certains ont probablement été des talibés de Hamadoun Koufa.

Les liens entre la katiba Macina et la katiba Halid Ibn Walid étaient extrêmement étroits. Selon une source malienne consultée à l'époque, « les deux agissaient de façon imbriquée dans la conduite de leurs opérations ». Les deux groupes auraient conjointement réalisé sept opérations, dont deux furent déjouées par les forces de sécurité. Selon les services de renseignements maliens, l'homme qui faisait le lien entre les deux groupes était Hassan Dicko (ou « Abou Leila »). Ce Peul de 35 ans est né au Mali et a été élevé dans le sud du pays, à Kadiolo, mais ses parents sont originaires du Burkina Faso. Cet ancien de la police islamique de Tombouctou était à l'époque présenté comme le bras droit de Koufa. Il a été arrêté le 5 septembre 2015.

D'autres membres présumés de cette katiba ont été arrêtés depuis : Yacouba Touré, un Malien de 40 ans présenté comme le numéro 2 du groupe (en mai 2016 à la périphérie de Bamako) ; Boubacar Sawadogo, considéré comme le chef de la cellule en gestation au Burkina et le cerveau de l'attaque de Samorogouan (en juillet 2016 dans la région de Sikasso)...

Cependant, certains d'entre eux ont été libérés en février 2019, dans le cadre d'un échange de prisonniers entre l'État malien et la katiba Macina. Parmi eux figurent notamment : le chef, Souleymane Keïta, un de ses principaux lieutenants, Mamadou Sangare (alias Tiembal), ainsi qu'Ali Sangare ou encore Ayouba Sangare. En tout, 17 détenus ont été libérés dans le cadre de cet échange.

## B. Une stratégie prudente

---

Selon des informations recueillies dans le centre du Mali, il semble que certains des 17 détenus de la katiba Halid Ibn Walid qui ont été libérés en février 2019 dans le cadre de l'échange de prisonniers entre l'État malien et la katiba Macina aient repris du service, parmi lesquels Souleymane Keïta. Ce dernier pourrait se trouver dans les environs de Yorosso, à la frontière avec le Burkina Faso. Il aurait pour mission de tenter une nouvelle fois, avec d'autres éléments de la katiba qu'il dirigeait, d'implanter un groupe dans la « zone des trois frontières BF-M-CI », et de recruter parmi les populations de cette zone : Senoufos, Malinkés, Peuls, etc. Il serait en lien direct avec Hamadoun Koufa, et agirait indépendamment de Hamadoun Sidibé.

Ce dernier, également connu sous le nom de « Ougouba », est considéré comme le numéro 3 de la katiba Macina. Originaire du Seno, cet ancien talibé de Koufa âgé d'une quarantaine d'années aurait pour mission d'implanter des cellules – voire une katiba – dans la Boucle du Mouhoun et dans le sud du Burkina, dans les régions des Cascades et des Hauts-Bassins. Sa sphère d'influence, très large, s'étendrait jusqu'à Dioungani, en territoire malien (cercle de Koro). Il disposerait d'une vingtaine d'unités sous son commandement. Sa base serait située dans les environs de Barani, dans la Boucle du Mouhoun, mais il se déplace très souvent. Fin 2019, il serait passé par la Côte d'Ivoire et à Banfora, dans le sud du Burkina Faso.

L'EIGS compterait également des cellules dans la Boucle du Mouhoun. Si cette présence est pour l'heure discrète, il semble que ce groupe, très actif dans la zone des trois frontières Burkina Faso-Mali-Niger, où il contrôle une partie des zones rurales, a envoyé des éléments dans la région du Nord. Il disposerait notamment d'une base à mi-distance entre Ouahigouya et Djibo.

La stratégie adoptée par les chefs djihadistes pour gagner du terrain est aujourd'hui relativement connue. Ils avancent avec prudence – l'échec de la katiba Halid Ibn Walid leur ayant probablement servi d'avertissement. Ils choisissent parmi les nombreux anciens talibés de Koufa, originaires de toute l'Afrique de l'Ouest, des hommes qu'ils envoient dans leur village d'origine. Selon une source militaire malienne, ils seraient très nombreux à partir « tâter le terrain » un peu partout dans la région, parfois accompagnés de talibés étrangers<sup>15</sup>. Comparables à des éclaireurs, ces hommes, destinés à devenir par la suite des chefs de brigades, sont chargés d'identifier des caches possibles, dans les zones boisées notamment, d'effectuer des recrutements parmi les locaux, d'envoyer les recrues se former dans des camps d'entraînements situés dans des forêts du sud du Burkina ou du centre du Mali, puis d'attaquer les postes de police et de gendarmerie dans le but de se procurer du matériel de guerre : armes, munitions, matériel roulant, tenues militaires... Durant cette période, ils doivent agir avec discrétion et ne pas revendiquer leurs attaques (contrairement aux hommes de la katiba Halid Ibn Walid, qui avaient arboré des drapeaux et avaient évoqué leur appartenance à Ansar Dine dès la première attaque, à Misseni). C'est actuellement la situation qui prévaut dans les régions des Cascades et des Hauts-Bassins au Burkina, et dans la région de Sikasso au Mali.

Une fois qu'ils ont acquis un arsenal suffisant et recruté un nombre significatif de combattants, ils peuvent mener des opérations de plus grande envergure et commencer à se « présenter » aux civils – les réunir pour des prêches à la mosquée, exiger la fermeture des écoles, etc. Ils en sont à ce stade dans la Boucle du Mouhoun.

---

15 Selon une source militaire, les forces de sécurité maliennes arrêtent régulièrement des suspects, dont certains sont anglophones.

## C. Des forêts ciblées

---

Si la « zone des trois frontières » Burkina Faso-Côte d'Ivoire-Mali, prise dans un sens large – c'est-à-dire incluant l'ensemble des frontières Mali-Côte d'Ivoire et Burkina Faso-Côte d'Ivoire et remontant jusqu'à la Boucle du Mouhoun – suscite l'intérêt des groupes djihadistes, et notamment du JNIM, c'est parce qu'elle dispose de très nombreux atouts, au premier rang desquels sa géographie.

En effet, c'est une région qui regorge de zones boisées pouvant abriter des bases difficiles d'accès pour les armées nationales et internationales<sup>16</sup>. Voilà des années que les groupes djihadistes ont compris l'intérêt de ces forêts. La forêt de Wagadou, à la frontière entre le Mali et la Mauritanie, sert depuis longtemps de lieu de repli pour les groupes opérant dans le nord du Mali. Dans le centre du Mali, les forêts situées à la frontière entre le Mali et le Burkina Faso abritent des camps d'entraînements comme la forêt du Serma qui abrite une katiba du même nom, la katiba Serma. Dans l'est du Mali, c'est dans la forêt d'Ansongo que l'EIGS a installé sa base principale. Et dans l'est du Burkina Faso, les forêts servent de sanctuaires aux éléments djihadistes qui tentent de s'y implanter depuis trois ans. En 2015, les membres de la katiba Halid Ibn Walid avaient installé leur camp dans la forêt de Sama. D'ores et déjà, certaines forêts du sud du Burkina, de la région de la Boucle du Mouhoun et des environs de Yorosso (Mali) semblent avoir été ciblées par les djihadistes qui y disposent de bases provisoires et de camps d'entraînement, ou qui s'en servent comme des lieux de transit.

Certaines de ces forêts sont extrêmement denses, il est difficile de s'y mouvoir à pied (et donc impossible de s'y déplacer en véhicule blindé ou même en 4x4), et il y est facile de se protéger de la menace venue du ciel (hélicoptères ou drones). Les habitants de ces zones en parlent comme de « galeries forestières » dans lesquelles on ne peut que se faufiler. Les dozos et les agents forestiers rencontrés dans le cadre de cette enquête racontent tous les mêmes difficultés pour contrôler de telles zones. « N'importe qui peut s'y perdre, il faut un guide local pour en sortir », explique un dozo de Fourou (sud du Mali). « Ces zones sont immenses, certaines forêts s'étendent sur des dizaines de milliers d'hectares, il est impossible de savoir ce qu'il s'y passe », indique un agent des Eaux et Forêts malien.

Ces forêts sont d'autant plus intéressantes, pour les djihadistes, qu'elles sont pour la plupart classées, c'est-à-dire que l'activité humaine y est partiellement ou totalement interdite, même si cette réglementation n'est pas respectée. Dans certaines forêts ivoiriennes protégées, on trouve pourtant des villages entiers, dans lesquels l'État a construit des écoles et des dispensaires dans le passé. Les gens y vivent de l'agriculture et de l'élevage. Le gouvernement a entrepris de les faire déguerpir ces dernières années, parfois sans ménagement, ce qui suscite colère et frustrations (voir chapitre 3-C). Cette stratégie interroge par ailleurs certains responsables locaux. « La présence d'habitants dans ces zones permet d'avoir un œil sur ce qu'il s'y passe. Si on les chasse, plus personne ne pourra nous informer de mouvements suspects », redoute un fonctionnaire en poste dans une ville frontalière.

---

16 Au Burkina, les trois régions administratives concernées par cette étude sont les plus boisées du pays. La région des Hauts-Bassins compte 15 forêts classées, celle des Cascades, 13, et la Boucle du Mouhoun, 12. Au Mali, la région de Sikasso compte 24 forêts classées. La Côte d'Ivoire en compte une dizaine dans la région frontalière.

« Certaines forêts du sud du Burkina, de la région de la Boucle du Mouhoun et des environs de Yorosso (Mali) servent de lieux de transit, de camps d'entraînements et de bases provisoires pour les djihadistes. »

Dans les forêts maliennes et burkinabées, on ne trouve pas de villages – du moins pas officiellement –, mais un grand nombre de personnes y exercent des activités la plupart du temps illicites : trafic de bois, orpaillage artisanal, élevage clandestin, braconnage... Selon un agent des Eaux et Forêts en poste à Sikasso, les 24 forêts classées de la région sont aujourd'hui occupées par des groupes

humains en exploitant les ressources. « Nous n'avons ni les moyens humains, ni les moyens matériels pour contrôler toutes les forêts », précise cette source. Le service régional dispose en tout et pour tout de 160 agents, 14 fusils d'assaut et une cinquantaine de carabines. Des agents se font régulièrement menacer lorsqu'ils taxent les éleveurs qui font paître leur bétail dans ces forêts. Depuis que la menace djihadiste s'est rapprochée, ils ne se rendent plus dans certaines zones.

Certaines des forêts apparemment ciblées par les djihadistes sont connues pour être le théâtre de trafics intenses. C'est le cas, au Burkina Faso, des forêts des Deux Balés et de Baporo, dans les environs de Hounde, et de celles de Boulon-Koflande, de la Comoe-Leraba et de Dida, dans la zone frontalière avec la Côte d'Ivoire. Selon un élu local, ces trois forêts seraient « pillées depuis des années », qu'il s'agisse de bois ou d'or. La forêt de Dida, très étendue (75 000 hectares) et qui est à cheval sur la frontière avec la Côte d'Ivoire, est en outre « acaparée » par des agriculteurs depuis plus de vingt ans. On y compterait au moins dix-huit hameaux de culture et plus de 8 000 habitants<sup>17</sup>. « Plusieurs fois chassés, ils y reviennent aussitôt », souligne l'élu. Comme en Côte d'Ivoire, ces mesures restrictives suscitent la colère des déguerpis (voir chapitre 3-C).

La forêt de la Comoe-Leraba a pour sa part été envahie par les orpailleurs à partir de 2013, ce qui a poussé l'association intervillageoise qui gère la forêt, l'Ageref Comoe-Leraba (Association intervillageoise de gestion des ressources naturelles et de la faune), à stopper l'activité de chasse sportive qui lui procurait une partie de son financement. Aujourd'hui, il y aurait entre 3 000 et 4 000 orpailleurs dans cette zone, ainsi qu'un grand nombre d'éleveurs, qui ont afflué ces deux dernières années. Régulièrement déguerpis par les responsables de sécurité de la forêt, les orpailleurs reviennent à chaque fois. « Ils sont très bien informés, concède un responsable de l'association. Lorsque la brigade démarre, ils sont au courant et quittent la zone. Puis ils reviennent quand la brigade rentre. » Ces réseaux d'informateurs, que l'on retrouve dans toutes les forêts où l'on pratique ce type d'activités, pourraient intéresser les djihadistes.

Tous ces trafics forestiers sont une aubaine pour les groupes armés : on y passe relativement inaperçu, même armé, étant donné que les étrangers y sont nombreux et que les mouvements de personnes y sont incessants ; on risque moins de se faire dénoncer, les habitants des lieux étant eux-mêmes hors-la-loi ; et on peut en outre trouver de quoi financer une partie de ses activités (voir chapitre 2-D).

S'il ne s'agit pas de forêts à proprement parler, les zones pastorales sont également prisées par les groupes djihadistes. Créées aux lendemains de la sécheresse des années 1972-74, ces zones consacrées à l'agro-pastoralisme avaient pour but de sauver le bétail et d'accroître

---

17 Enjeux socio-économiques et conservation des ressources naturelles : dynamique des populations et perspectives de gestion durable de la forêt classée de Dida (Burkina-Faso). Steve Dimitri PARE. Université de Kinshasa RDC - Diplôme d'études supérieures spécialisées (DESS) en aménagement et gestion intégrés des forêts et territoires tropicaux. 2013.

sa productivité. On en compte une dizaine au Burkina Faso<sup>18</sup>, dont au moins trois sont ou ont été fréquentées par des éléments djihadistes : celle de Samorogouan, celle de Sideradougou et celle de Barani. Par ailleurs, deux zones pastorales situées en territoire burkinabé se trouvent à proximité de Boura, au Mali, où un groupe semble s'être installé. Ces vastes étendues peu ou pas habitées, et non-urbanisées, sont rarement visitées par les forces de sécurité. Elles sont des zones des trafics (bois, bétail), qui peuvent servir de lieu de repli, voire de recrutement parmi la communauté des éleveurs. Elles sont en outre très souvent l'objet de conflits locaux (voir encadrés 2 et 3).

## D. Des trafics à exploiter

---

Avec les forêts et les trafics que l'on y pratique, les djihadistes disposent de lieux sûrs dans lesquels il est possible d'installer des bases relativement pérennes, mais aussi de trouver des moyens de financement. Cette problématique est essentielle : même s'ils peuvent de temps en temps recevoir une aide extérieure (matérielle ou pécuniaire), les groupes djihadistes sahéliens doivent trouver leurs propres sources de financements. Comme le note l'Institut d'études de sécurité (ISS) dans un récent rapport consacré à l'analyse des liens entre extrémisme violent, activités illicites et conflictualités locales dans la région du Liptako-Gourma, « les activités illicites sont au cœur des stratégies de survie, d'implantation et d'expansion des groupes extrémistes [qui] interviennent en tant que bénéficiaires, prestataires de services ou "régulateurs" des activités illicites. » Dans le Liptako-Gourma, ils s'appuient notamment sur les trafics d'armes, de drogues, de motos, de carburant, sur le vol ou de l'enlèvement de bétail, sur l'orpaillage et sur le braconnage. Cela leur permet de générer localement des ressources financières afin de se procurer des moyens de subsistance (aliments, médicaments, etc.) et des moyens opérationnels (armes, munitions, carburant, etc.)<sup>19</sup>. Il en va de même dans chaque zone dans lesquels sont implantés, ou tentent de s'implanter, les groupes djihadistes.

Le potentiel en la matière est important dans la région frontalière Burkina Faso-Mali-Côte d'Ivoire, où les trafics sont nombreux, en raison notamment de la facilité à franchir les frontières et ainsi à échapper à la répression des forces de sécurité. **Deux types de commerces illicites** qui financent les groupes armés djihadistes dans d'autres territoires **pourraient notamment représenter une manne particulièrement intéressante pour les djihadistes : le vol de bétail et l'orpaillage artisanal.**

Le vol de bétail tout d'abord. Il existe peu de statistiques sur le sujet, et cela s'explique en partie par l'opacité de cette économie, les propriétaires de bétail, et notamment les éleveurs, rechignant généralement à dévoiler la quantité de leur cheptel. Cependant, **un grand nombre d'interlocuteurs rencontrés au cours de cette enquête estiment que ce commerce illicite mobilise des sommes importantes et est particulièrement prisé par les groupes djihadistes.**

---

18 En 1997, le Burkina comptait dix zones pastorales aménagées totalisant près de 542 000 ha, 3 995 familles, 133 000 bovins, 69 000 ovins et 70 000 caprins, étaient fonctionnelles. Source : *De la colonisation du vide à la concertation sur le plein. Réglementation de l'exploitation d'une zone pastorale à Samorogouan, Burkina Faso*. International institute for development and environment. Dossier n° 129. Novembre 2004.

19 *Extrémisme violent, criminalité organisée et conflits locaux dans le Liptako-Gourma*. William Assanvo, Baba Dakono, Lori-Anne Thérone-Bénoni et Ibrahim Maïga. ISS. 2019.

« Le vol de bétail et l'orpaillage artisanal mobilisent des sommes importantes et sont particulièrement prisés par les groupes djihadistes. »

Pour être introduit sur les marchés, le bétail volé est confié à des complices, qui sont autorisés à intervenir dans le circuit de commercialisation et qui se chargent de sa vente. Le bétail peut également être vendu à un prix inférieur au marché à des bouchers qui se hâtent de l'abattre pour vendre sa viande.

Dans la Boucle du Mouhoun comme dans les régions méridionales du Mali et du Burkina Faso et dans le septentrion ivoirien, le vol de bétail est une réalité ancienne, qui fait désormais partie du quotidien des éleveurs, et qui fluctue au fil du temps. De nombreux vols de bétails ont été enregistrés ces derniers temps dans la zone de Barani et à la frontière entre la Côte d'Ivoire et le Mali, notamment dans les environs de Tengrela. Parfois, ce sont quelques bêtes, parfois, des troupeaux entiers qui sont enlevés et revendus de l'autre côté de la frontière.

Dans la Boucle du Mouhoun, les attaques des groupes armés contre des villages s'accompagnent généralement de vols de bétail – ce sont des dizaines, voire des centaines de têtes qui sont ainsi capturées et revendues en territoire malien. Dans le nord de la Côte d'Ivoire, les voleurs de bétail semblent être particulièrement bien organisés – certains interlocuteurs parlent d'une « mafia ». Enlevé côté ivoirien, le bétail est vendu côté malien. Certains marchés de la région de Sikasso sont connus pour être des lieux de recel. Les sites d'orpaillage sont notamment des lieux de convoyage du bétail volé. Du bétail volé au Burkina Faso, au Niger et au Mali peut également être revendu en Côte d'Ivoire, au Ghana et au Bénin.

Dans cette zone, les Peuls sont accusés d'être à l'origine de ces vols. Selon une source sécuritaire ivoirienne, la plupart des voleurs de bétail qui ont été arrêtés ces dernières années sont effectivement des Peuls. Cela suscite des tensions intercommunautaires dans les zones où les vols sont nombreux. À Tengrela, les dozos – essentiellement des Senoufos et des Malinkés – sont très remontés contre les Peuls, qu'ils accusent de voler leur bétail. Ces tensions, et les connexions des djihadistes dans le milieu des éleveurs, pourraient faciliter leur intégration dans ce trafic.

**Les groupes armés djihadistes pourraient également tenter de s'emparer d'une autre source de financement, aussi rentable : l'orpaillage artisanal.** Aujourd'hui, cette activité relativement récente touche quasiment toutes les zones concernées par cette étude, hormis la Boucle du Mouhoun et la région des Hauts-Bassins, où les sites sont rares. Elle s'est développée de manière spectaculaire ces vingt dernières années. **Dans le nord de la Côte d'Ivoire et dans le sud du Mali, chaque village ou presque dispose de « sa » mine.** L'engouement est tel que les paysans, surtout les jeunes, ont négligé leurs champs, et notamment le coton, principale source de revenu dans cette région<sup>20</sup>. Selon les autorités ivoiriennes, le phénomène, généralisé sur l'ensemble du territoire, prend des proportions inquiétantes<sup>21</sup>. Une brigade de

20 « La production est passée de 277852 kg en 2013 à 123547 kg en 2015 soit une baisse de 154305 kg. Cette baisse trouve sa justification dans la réorientation des paysans vers l'activité d'orpaillage », souligne Basoma Kone, dans *Fièvre de l'or et le devenir des activités rurales dans le département de Tengrela*. Université Félix Houphouët-Boigny (Abidjan-Cocody Côte d'Ivoire), Institut de Géographie Tropicale (IGT). Juin 2017.

21 Selon les données disponibles, 1083 sites illégaux ont été démantelés dans l'ensemble du pays entre 2013 et 2016. Source : Plan national de rationalisation de l'orpaillage clandestin.

lutte contre l'orpaillage clandestin (Brigade de répression contre les infractions au code minier – BRICEM) mène des opérations de démantèlement, mais les sites déguerpis sont régulièrement « recolonisés », parfois avec la complicité d'agents administratifs et/ou de militaires corrompus, et très souvent avec la bénédiction des villageois.

La direction régionale des mines et de la géologie de Korhogo a recensé une trentaine de sites clandestins dans la zone frontalière. Mais cette liste est loin d'être exhaustive : des orpailleurs de Boundiali estiment à une vingtaine le nombre de sites autour de cette ville, et à une centaine dans la région de la Bagoué ; rien que dans la commune de Kanakono, située sur la frontière avec le Mali, face à Misseni, on en comptabilise au moins cinq.

Dans cette commune, le premier site d'orpaillage a été exploité en 2012 – auparavant, quelques hommes cherchaient de l'or dans la rivière Bagoué, qui fait office de frontière. Depuis, des milliers d'orpailleurs ont afflué de toutes parts : on y trouve des Ivoiriens, des Guinéens, des Maliens, des Burkinabés, etc. De l'autre côté de la frontière, la commune de Fourou compte douze sites (en plus des deux sites industriels exploités par des multinationales), le plus ancien datant de 1999. Selon un élu local, on y compterait des ressortissants de douze nationalités différentes.

Ces sites offrent des opportunités particulièrement intéressantes pour les djihadistes. Comme dans les forêts, ils peuvent s'y installer dans un relatif anonymat, voire y préparer des attaques – ce fut le cas en 2015, lorsque des éléments de la katiba Halid Ibn Walid avaient passé quelques jours sur des sites aurifères de Kanakono et de Misseni (voir chapitre 2-A) et y auraient reçu une formation aux explosifs. **Sur ces sites, les va-et-vient sont permanents, et si la sécurité est généralement assurée par les dozos locaux, personne ne sait vraiment qui est qui. « Vient qui veut », explique le chef de plusieurs sites de la région de Boundiali. « Nous ne vérifions pas l'identité des orpailleurs. C'est seulement s'il y a un problème que nous intervenons. »** Les sites étant clandestins, les forces de sécurité n'y viennent quasiment jamais (sauf pour faire déguerpir les orpailleurs). En outre, des armes légères y circulent – quoiqu'en petit nombre – car il faut bien se protéger dans un tel contexte : en posséder n'est donc pas perçu comme une anomalie.

C'est en outre un endroit idéal pour se fournir en produits de base tels que les aliments sans avoir à se rendre sur les marchés, désormais plus surveillés, mais aussi en matériel, notamment en explosifs, dans la perspective de fabriquer des IED (certains des composants des engins explosifs improvisés sont les mêmes que ceux utilisés par les orpailleurs)<sup>22</sup>.

C'est également un lieu de recrutement. La plupart des orpailleurs sont des jeunes hommes de la sous-région qui ont tout quitté pour tenter leur chance dans le business de l'or (certains se sont parfois endettés pour financer leur voyage). D'autres ne viennent que durant la saison sèche, lorsque leurs familles n'ont pas besoin d'eux dans les champs. Certains sont des enfants. Miséreux pour la plupart, ils pourraient facilement être séduits par les promesses des djihadistes, au détour d'une discussion voire lors des prêches de la prière du vendredi<sup>23</sup>. Un rapport d'International crisis group consacré aux défis posés par l'extraction aurifère dans la sous-région note que dans « l'est du Burkina Faso ou dans le département de Torodi au Niger,

---

22 Lire à ce propos l'enquête de l'AFP, « 22 euros pour une bombe artisanale : l'IED, "l'arme du pauvre" au Burkina », <https://www.slateafrique.com/1017570/22-euros-pour-une-bombe-artisanale-lied-larme-du-pauvre-au-burkina>

23 Fin 2019, sur un site aurifère situé dans la commune de Fourou, au Mali, un « sunnite » a tenu un discours radical lors d'un prêche, pointant du doigt notamment les chrétiens et les animistes.

des prêches djihadistes qui appellent au respect de la Charia sur les sites d'extraction ont été rapportés<sup>24</sup> ».

Enfin, ces sites offrent la possibilité aux djihadistes de financer en partie leurs activités. Ils peuvent notamment missionner certains de leurs éléments pour qu'ils exploitent eux-mêmes des sites aurifères, qui profiteront ensuite au groupe. Dans certaines zones, ils peuvent également imposer une taxe sur les sites qu'ils contrôlent : c'est le cas, semble-t-il, dans l'est du Burkina Faso, où les djihadistes ont autorisé les populations à extraire de l'or sur des sites qui avaient auparavant été fermés par les autorités.

### **Mais la situation est très différente dans la zone frontalière Burkina-Mali-Côte d'Ivoire.**

**Un certain nombre d'observateurs avancent depuis quelques temps que les groupes islamistes radicaux du Sahel pourraient prendre le contrôle d'un grand nombre de sites artisanaux. Cette hypothèse semble aujourd'hui assez peu vraisemblable dans la zone concernée par cette enquête, pour la simple raison que ces sites sont la plupart du temps gérés par les villageois eux-mêmes, en collaboration avec les chercheurs d'or, et qu'ils en tirent un bénéfice certain : ils n'ont donc aucun intérêt à en perdre le contrôle, ni même à le partager.** Plusieurs sources ivoiriennes, maliennes et burkinabées racontent le même processus : des hommes équipés en matériel se rendent sur un site, généralement pour le compte d'un « financeur », et souvent sur la base de renseignements tirés des relevés géologiques ou des permis de recherche accordés par l'État à des sociétés, et lorsqu'ils trouvent de l'or, ils en font part au chef du village concerné ; s'engagent alors des négociations entre les villageois et les orpailleurs pour un partage des bénéfices basé sur un pourcentage de la production ; celui qui a trouvé l'or devient le chef du site, mais il le co-administre avec le chef du village et les dozos. Ces derniers sont eux aussi rémunérés sur la base d'un pourcentage afin d'assurer la sécurité du site.

Dans le sud du Mali, le principal mode de sécurisation repose sur les dozos, ces chasseurs organisés en confréries coutumières. Ils sont les plus souvent armés de simples fusils de chasses artisanaux. Depuis plusieurs décennies les dozos interviennent aux côtés des Tombolomas, une forme de police des mines non officielle – mais parfaitement acceptée par les autorités – engagée par le propriétaire d'un site et rémunérée grâce aux taxes collectées auprès des orpailleurs du site. Les Tombolomas représentent les chefs de village sur les sites et assurent également la sécurité. Ils sont particulièrement présents dans les régions de Kayes, Sikasso et Koulikoro. Au Burkina Faso, les modes de sécurisation des sites aurifères sont comparables à ceux observés au Mali, bien que moins structurés et selon des modalités qui varient localement. À l'ouest du Burkina Faso, ce sont surtout les dozos traditionnellement chargés de sécuriser les espaces ruraux dans les régions de la Boucle du Mouhoun, des Hauts-Bassins et des Cascades qui assurent la sécurité des sites d'orpaillage. Toutefois, sur certains sites la sécurité est assurée par des éléments identifiés comme des bandits actifs ou reconvertis dans les activités de sécurité non officielle.

Loin de considérer la présence de djihadistes comme une aubaine, les orpailleurs et les villageois de cette région la verraient très certainement comme une menace : elle risquerait en effet de susciter une réaction des autorités et de provoquer la fermeture du site. Cependant, ils pourraient se tourner vers eux si les sites d'une région étaient tous fermés, afin qu'ils puissent à nouveau les exploiter, comme dans l'est du Burkina. Ils pourraient également ne pas avoir le choix et se faire imposer la présence des groupes djihadistes.

---

24 *Reprendre en main la ruée vers l'or au Sahel central*. International crisis group. Rapport Afrique N° 282. Novembre 2019.

## E. Un vivier de recrues important

---

**En s’installant dans cette zone, les djihadistes savent qu’ils pourront y recruter. Certes, ils rencontreront des résistances. Celles-ci pourront être culturelles. De nombreuses communautés coexistent dans ces différentes zones, et certaines pourraient être hermétiques aux arguments des djihadistes.** « Il y a encore beaucoup d’animistes qui tiennent à leurs traditions », explique un responsable religieux de la zone de Sikasso. « Ils auront du mal à recruter parmi les populations Senoufo, méfiantes à l’égard de ce qui vient de l’extérieur », pense pour sa part un élu de la région de la Bagoué (Côte d’Ivoire). Ils feront face en outre à des réticences au sud du Burkina Faso, au sud du Mali et au nord de la Côte d’Ivoire, régions dans lesquelles les dozos sont très actifs et mobilisent déjà une partie de la jeunesse.

**Cependant, des franges non négligeables de la population pourraient être séduites par les opportunités que ne manqueront pas de leur proposer les djihadistes : les orpailleurs (voir chapitre 2-D), les talibés, très nombreux dans cette zone (voir encadré 1), mais aussi les éleveurs et ceux que l’on appelle les « démobilisés » en Côte d’Ivoire.**

Les éleveurs, des Peuls pour la plupart, sont une cible privilégiée et habituelle des recruteurs djihadistes. C’est dans cette communauté qu’ils ont « gagné » leurs premiers partisans locaux dans l’est et le centre du Mali ainsi que dans le nord du Burkina Faso. C’est également au sein de cette communauté qu’ils continuent de recruter, dans l’est et le nord-ouest du Burkina Faso et dans l’ouest du Niger. Confrontés à de nombreuses difficultés économiques, très souvent considérés comme des étrangers dans des régions qu’ils habitent pourtant depuis plusieurs générations, rackettés par les forces de sécurité et les agents des Eaux et Forêts, opprimés par une hiérarchie sociale sclérosée, ils peuvent être nombreux à prendre les armes.

Les récits des éleveurs entendus au cours de cette enquête sont similaires à ceux recueillis dans d’autres zones où les djihadistes ont prospéré. Au Mali comme au Burkina Faso et en Côte d’Ivoire, les éleveurs se plaignent d’être victimes de la corruption des agents des Eaux et Forêts et des militaires. Ils font en outre face à de nombreuses difficultés pour faire paître leur bétail. Dans le nord de la Côte d’Ivoire, un grand nombre de pistes de transhumances sont aujourd’hui occupées par les agriculteurs, et les barrages pastoraux sont également utilisés par les cultivateurs. Cette situation aboutit à des tensions, et parfois à des conflits meurtriers, que les djihadistes savent instrumentaliser pour recruter (voir chapitre 3-A).

Une autre population suscite l’inquiétude des autorités en Côte d’Ivoire : il s’agit des « démobilisés », ces jeunes hommes qui avaient pris les armes durant la guerre civile (2002-2011), dans le camp des rebelles, et qui, n’ayant pas pu être intégrés dans l’armée, sont revenus à la vie civile par la suite. Ces hommes, aujourd’hui âgés entre 30 et 50 ans, ont bénéficié d’une aide à la réinsertion – une somme d’argent (800 000 francs CFA, soit environ 1 220 euros) ou du matériel (une moto, un tricycle, etc.) – pour se lancer dans une activité économique. Mais la plupart se plaignent aujourd’hui d’avoir été délaissés par l’État, et dénoncent le mépris dont ils sont victimes. « Les gens ici se moquent de nous, témoigne l’un d’eux, basé à Ferkessedougou. Ils nous traitent de bandits, de drogués. L’État nous a abandonnés. L’aide était insuffisante. Moi j’ai eu un tricycle pour faire taxi, mais mon frère l’a cassé dans un accident. Deux d’entre nous sont morts de maladie récemment parce qu’ils n’avaient pas les moyens de se soigner. On cherche du travail, mais il n’y en a pas pour nous. » En juin 2017, des « démobilisés » de Bouaké étaient descendus dans la rue pour réclamer des primes. Ils estimaient alors

être 6 000 et exigeaient une aide de 18 millions de francs CFA (environ 27 000 euros chacun). « Mais on n'a rien eu », dénonce-t-il.

Nombreux dans le nord, les « démobilisés » sont particulièrement vindicatifs dans les villes de Ferkessedougou, Ouangolodougou et Kong. À Ferkessedougou, ils seraient entre 400 et 500. « Ils sont au chômage, sans argent, et ils savent manipuler des armes : ce sont des personnes à risque que les djihadistes pourraient chercher à recruter », estime un élu de la ville.

Eux s'en défendent. « On ne veut pas recommencer la guerre. Personne ne veut revivre ça. Et plus personne ne pourra nous "blaguer" comme en 2002 », assure le démobilisé de Ferkessedougou. Cependant, même s'ils réfutent toute possibilité d'adhésion à des projets de déstabilisation du pays via des entrepreneurs politiques ou des réseaux religieux, cette hypothèse n'est pas à exclure, selon une étude de l'Union européenne consacrée aux risques de radicalisation et d'extrémisme violent en Côte d'Ivoire. « En élargissant ce groupe d'individus aux jeunes de la génération *Anw ma nan ka min* qui s'estiment être des victimes d'une injustice sociale du fait de l'absence de l'État, il y a lieu de s'inquiéter, précise le document. Surtout dans la mesure où l'engagement islamique de cette catégorie sociale (instruction religieuse, participation à la vie des associations musulmanes, pratiques culturelles, etc.) est décrit comme "faible" par les religieux ; ce qui offre la possibilité d'une exploitation de l'ignorance de ces "frustrés sociaux" (contre un "emploi salarié" qu'ils attendent de l'État) par des entrepreneurs religieux de profil djihadiste<sup>25</sup>. »

Enfin, les djihadistes pourraient s'appuyer sur les réseaux criminels existants, non pas tant pour recruter, que pour s'infiltrer dans certaines zones ou secteurs et assurer leur financement. C'est ce que les groupes djihadistes sahéliens font depuis qu'ils sont apparus dans la région, et cela semble être particulièrement le cas dans l'est du Burkina Faso, une zone dans laquelle les bandes criminelles étaient très actives dans un passé récent.

Certaines zones de la région concernée par cette étude ont connu une intense activité criminelle, notamment la région de Houndé au Burkina Faso (où des coupeurs de route ont violenté de nombreux voyageurs sur la Nationale 1, dans la zone aujourd'hui fréquentée par des éléments djihadistes) et le nord de la Côte d'Ivoire. Des groupes de bandits et de coupeurs de routes ont longtemps sévi dans les environs de Korhogo et de Ferkessedougou. En 2014, les « coupures » de route étaient quotidiennes dans les environs de Ferkessedougou. Après le démantèlement d'une bande il y a deux ans, elles se sont raréfiées. Parmi les membres de ces bandes armées figuraient des anciens démobilisés, ainsi que des Peuls originaires du Mali et du Burkina Faso, dont les familles étaient venues en Côte d'Ivoire après les épisodes de sécheresse des années 1970 et 1980. « Ils étaient très bien organisés et très bien informés », souligne un gendarme. Selon un militaire en charge de la sécurité dans les huit régions administratives du nord, les actes de banditisme ont baissé ces derniers temps, en raison notamment de la pression exercée par les forces de sécurité, mais les réseaux existent toujours.

---

25 *Étude exploratoire sur les risques ou facteurs potentiels de radicalisation et d'extrémisme violent en République de Côte d'Ivoire*. Version préliminaire. Auteurs principaux : Dr. Kouamé Yao Séverin, sociologue ; Dr. Binaté Issouf, historien ; M. Diarra Lassina, politiste. Programme de prévention de l'extrémisme violent en Afrique de l'Ouest et dans le Bassin du Lac Tchad. Novembre 2018.

## F. Des liens historiques solides

---

Les djihadistes venus du nord peuvent également s'appuyer sur les liens culturels, historiques et économiques qui unissent les populations de cette zone à celles des régions dans lesquelles ils sont déjà implantés et comptent un certain nombre de partisans, notamment le nord du Burkina Faso et le centre du Mali. Ils peuvent ainsi s'appuyer sur les solidarités ou les obligations sociales qui en résultent, pour recruter de nouveaux combattants et s'infiltrer dans les villes et les villages. Comme le fait remarquer un dozo affilié aux Peuls par son épouse, « chez les Peuls, ce n'est pas comme chez les Mossis, il est impossible de refuser l'hospitalité à un Peul qui se présente au nom d'une connaissance », or « cela pose des problèmes dans une situation comme la nôtre, où nous devons contrôler tous les va-et-vient ».

Ainsi, pour les Peuls du centre du Mali, la Boucle du Mouhoun, en territoire burkinabé, appartient culturellement au Gondo, qui s'étend jusqu'à la ville de Dianangourou, dans le cercle de Bankass, au Mali. Il s'agit d'un continuum géographique et historique, dans lequel se sont tissés des liens familiaux. Les Peuls de Barani, par exemple, ont une histoire commune avec ceux du Macina, situé dans le delta intérieur du Niger, au Mali, et dont ils seraient originaires. La zone de Barani a en effet longtemps été un pôle d'attraction pour les éleveurs du Macina. D'autres ont par la suite continué leur route plus au sud, près de la Volta Noire, dans un quadrilatère compris entre Sikasso, Koutiala, Kouri (Mali) et Bobo-Dioulasso (Burkina Faso), puis au sud du Mali et au nord de la Côte d'Ivoire.

En outre, la transhumance joue un rôle essentiel dans la permanence de ces liens. Les éleveurs peuls de Mopti et de Barani avaient l'habitude, dans le temps, de descendre vers le sud-ouest lors de la saison sèche, et de venir faire paître leur bétail dans les vallées humides du cercle de Koutiala, voire plus au sud, à Sikasso et en Côte d'Ivoire. Publiée il y a quarante ans, une étude distinguait à l'époque trois catégories de transhumants peuls dans cette région : « Les grands transhumants, venant du Sahel (Mopti) et de Haute-Volta, se mêleraient saisonnièrement à des transhumants locaux qui possèdent des campements de culture dans la zone et se déplacent vers les points d'eau de saison sèche. Une deuxième catégorie d'éleveurs, que la transhumance a conduits dans la région, chercheraient à s'y fixer (Sikasso, Kadiolo) ou à partir vers la Côte d'Ivoire. Sur le plan strict du classement, la troisième catégorie n'est qu'un sous-groupe de la première ; elle comporte en fait des Peuls installés et pratiquant une transhumance localisée, et des transhumants venus du Sahel et de Haute-Volta dont une partie s'installeraient définitivement<sup>26</sup>. » Cette réalité est toujours valable aujourd'hui, même si les routes ont parfois changé.

De nombreux éleveurs peuls du nord du Burkina Faso et du centre du Mali ont en outre été poussés à migrer vers le sud, notamment dans la zone frontalière avec la Côte d'Ivoire, après les sécheresses des années 1970 et 1980. On en trouve aujourd'hui également en territoire ivoirien. Les liens avec la région d'origine n'ont jamais été rompus. De même, des Dogons, également chassés par la sécheresse, ont quitté leur pays et se sont installés avec l'aide des autorités dans la région de Sikasso dans les années 1980. Certains sont devenus des agriculteurs reconnus, suscitant parfois la jalousie des « autochtones ».

---

26 *Pastoralisme et migration. Les Peuls de Barani et de Dokui (Haute Volta)*. Michel Benoît. Études rurales n° 70. 1978.

Il faut ajouter à ces migrations anciennes les déplacements forcés occasionnés par l'insécurité ces quatre dernières années. De nombreux ressortissants du nord du Burkina Faso, issus de différentes communautés (des Peuls et des Mossis notamment), ont fui les violences et se sont réfugiés un peu partout dans le pays. On en trouve aujourd'hui dans les villes de la région des Cascades. De même, des Maliens ont quitté la région de Mopti et se sont retrouvés pour certains dans les environs de Yorosso, pour d'autres vers Sikasso. La plupart de ces déplacés ont été accueillis par des membres de leur famille, et n'ont pas toujours été enregistrés par les autorités à leur arrivée, ce qui suscite l'inquiétude de plusieurs élus, pour qui ce flou représente une menace. « On ne sait pas qui arrive. Et les gens qui les hébergent ne le savent parfois même pas eux-mêmes. Comment contrôler tout cela ? Comment être sûr qu'il n'y a pas, parmi eux, des combattants infiltrés ? » résume le maire d'une commune de la région des Cascades.

## Des réalités religieuses différentes

---

La grande majorité des études consacrées au phénomène djihadiste dans la région saharo-sahélienne démontre que les motivations religieuses ne figurent pas parmi les principales causes d'un engagement en faveur des mouvements armés extrémistes. Il apparaît que la plupart des « djihadistes » étaient guidés par de toutes autres convictions lorsqu'ils se sont engagés, qu'ils étaient bien souvent prisonniers d'un choix irréflecti ou d'une mauvaise rencontre, et que certains avaient été contraints par la force à rejoindre les insurgés. En 2016, l'Institut d'études de sécurité (ISS) a rencontré au Mali 63 anciens soldats engagés âgés de 17 à 75 ans, dont 19 en milieu carcéral. De ces entretiens, il ressort que « des facteurs qui n'ont rien d'économique, de religieux ou d'idéologique expliquent la présence de jeunes dans les rangs des groupes armés djihadistes ». Ainsi « la volonté de se protéger, de protéger sa famille, sa communauté ou son activité économique apparaît comme un des facteurs importants d'engagement [...] Dans la plupart des cas documentés par cette étude, l'engagement des jeunes n'était pas l'aboutissement d'un processus d'endoctrinement religieux<sup>27</sup> ».

Cependant, l'essence même de ces groupes est religieuse, et leur objectif est bien d'instaurer un régime fondé sur leur propre vision de la charia. En outre, les premiers éléments d'une cellule en gestation – ceux qui sont missionnés par les chefs – sont souvent habités par l'idéologie salafiste radicale. L'environnement dans lequel ils tentent de prospérer ne peut donc être totalement imperméable à ces considérations. L'expérience montre que ces groupes s'appuient notamment sur certains réseaux musulmans pour recruter. Les medersas sont des viviers de potentielles recrues, et les talibés, très nombreux dans toute la région, représentent une source inépuisable de combattants.

Dans la zone concernée par cette enquête, les réalités religieuses sont assez différentes d'un endroit à l'autre.

Dans le sud du **Mali**, l'islamisation est relativement récente. Terre animiste, le pays Senoufo a longtemps été imperméable à la propagande islamique. Avec l'activisme des associations financées par des pays étrangers, les mosquées se sont cependant multipliées de manière spectaculaire ces dernières années, et plusieurs sources locales estiment que désormais, les musulmans sont majoritaires dans la région de Sikasso.

---

27 « Jeunes "djihadistes" au Mali : Guidés par la foi ou par les circonstances ? », Lori-Anne Théroux-Bénoni et William Assanvo. Institut d'études de sécurité. Août 2016. <https://issafrica.org/fr/recherches/note-danalyse/jeunes-djihadistes-au-mali-guides-par-la-foi-ou-par-les-circonstances>

Quelques villages des communes de Misseni, de Fourou ou encore de Kadiolo ont épousé la doctrine wahabbite depuis les années 1970, mais ils n'inspirent pas d'inquiétudes. « Cela fait des années qu'ils sont wahabbites, ils n'ont jamais posé aucun problème », souligne un élu régional.

La Dawa, par contre, est plus surveillée. Cette secte très influente au Mali, dans laquelle a œuvré Iyad Ag Ghali, et qui envoie régulièrement des prêcheurs faire du prosélytisme dans les villages les plus reculés du pays, est très active dans la zone. Mais depuis les attaques de Misseni et Fakola en 2015, elle est reçue avec une certaine méfiance par les villageois : des éléments de la Dawa avaient été aperçus en train de parcourir les villages de la zone peu de temps avant les attaques. Lorsque des éléments de la secte arrivent dans une commune, ils doivent désormais s'identifier auprès des autorités.

Une autre secte est présente dans la zone : la secte des « pieds nus ». Présente dans quelques rares localités du sud du Mali et du nord de la Côte d'Ivoire, elle défend l'application de la charia, s'oppose à l'enseignement occidental et aux campagnes de vaccination, et refuse toute forme de modernisme. Mais elle ne semble pas avoir de liens avec les groupes armés.

Le contexte est relativement similaire au **Burkina Faso**, dans le sens où l'islami-sation, relativement récente, est en forte progression. Pour le reste, la situation est très différente. Alors qu'en 1959, à la veille de l'indépendance, les musulmans ne comptaient que pour 20 % de la population de la Haute-Volta (qualifiée de « bastion animiste » par les colons), ils représenteraient aujourd'hui plus de 60 % des Burkinabés<sup>28</sup>. Comme le notait Frédéric Madore dans une thèse en 2013, « l'islam burkinabé est aujourd'hui animé d'une effervescence particulièrement importante notamment caractérisée par une visibilité accrue dans la sphère publique urbaine avec la prolifération de mosquées et la création de médias islamique<sup>29</sup> ». Cette islamisation a débuté dans la région de Bobo-Dioulasso, concernée par notre enquête. Propagée par les commerçants de la ville, elle s'est parfois construite dans une confrontation plus ou moins assumée avec l'administration, majoritairement catholique.

Un rapport d'International crisis group note qu'il « existe depuis longtemps des frustrations parmi les musulmans, liées au décalage entre leur poids démographique et leur faible représentation au sein de l'élite politique et administrative. À cela s'ajoute le sentiment que l'administration favorise parfois le christianisme ou ne prend pas suffisamment en compte les intérêts des musulmans. Si les frustrations sont parfois exagérées, la perception est plus importante que la réalité. Dans un État dirigé depuis longtemps par une élite majoritairement chrétienne, ce déséquilibre ne résulte pas d'une discrimination intentionnelle mais de la colonisation et d'un système d'enseignement à plusieurs vitesses<sup>30</sup>. »

---

28 Selon le recensement officiel de 2006, le Burkina compte 60,5 % de musulmans, 19 % de catholiques, 15,3 % d'animistes et 4,2 % de protestants.

29 *Islam, politique et sphère publique à Ouagadougou (Burkina Faso): Différentes cohortes d'imams et de prêcheurs entre visibilité nouvelle et reconfiguration des rapports intergénérationnels (1960-2012)*. Frédéric Madore. 2013.

30 *Burkina Faso : préserver l'équilibre religieux*. Rapport Afrique N° 240. 6 septembre 2016.

Ces frustrations pourraient être exploitées par les djihadistes, même si la cohésion sociale au Burkina Faso est relativement solide dans ce domaine. Comme le note ICG, « les différentes communautés religieuses ne vivent pas simplement côte à côte, elles vivent ensemble » dans ce pays. Les familles sont partagées entre chrétiens, musulmans et animistes, les mariages mixtes sont nombreux, et il est fréquent de rencontrer un individu qui a changé de religion au cours de sa vie sans que cela ne scandalise son entourage.

La montée en puissance d'un islam rigoriste pourrait bousculer les traditions, notamment en milieu rural, et déséquilibrer ce *modus vivendi*. Le wahhabisme est notamment très influent dans l'ouest du pays. C'est en effet depuis Bobo-Dioulasso que la tendance wahhabite (ou sunnite, car c'est ainsi que se qualifient les principaux concernés) s'est développée à partir des années 1960. Ce mouvement, qui est bien structuré, bénéficie d'une aura importante, grâce notamment à ses actions en faveur de la jeunesse. Toutefois, son influence n'inquiète pas les autorités outre mesure. Comme au Mali, les tenants d'un islam moins radical ne considèrent pas les wahhabites comme une menace.

Le constat est le même en **Côte d'Ivoire**, où la plupart des interlocuteurs rencontrés lors de cette enquête ne croient pas à une radicalisation par la religion. Même si le monde musulman est divisé – en associations et en confréries –, il cohabite de manière pacifique et ne semble pas craindre une dérive religieuse violente. Le dynamisme de la mouvance wahhabite (ou sunnite) est toutefois suivi de près par certains observateurs. Dans une étude consacrée à la Côte d'Ivoire, Frédéric Madore constate que le mouvement salafiste a connu une renaissance depuis les années 1990, sous l'impulsion notamment de Fadiga Moussa Al Farouk, élu à la tête de l'Association des musulmans sunnites de Côte d'Ivoire (AMSCI) en 2007<sup>31</sup>. Depuis lors, l'association a redynamisé ses bases et a construit de nombreuses infrastructures, notamment dans le nord. À Boundiali, l'AMSCI a construit des mosquées, des puits et une école coranique, ce qui intrigue les autorités locales, visiblement peu informées sur l'origine du financement de ces projets.

Cependant, le danger le plus inquiétant, selon la plupart des observateurs maliens, ivoiriens et burkinabés, se trouve au niveau des très nombreux talibés, livrés à eux-mêmes une fois qu'ils ont quitté le foyer de leur maître. « Ils n'ont rien, ni argent, ni famille, et sont facilement manipulables. Ils représentent des recrues potentielles pour les djihadistes », souligne un fonctionnaire ivoirien.

---

31 *Le nouveau dynamisme du salafisme en Côte d'Ivoire : vers une radicalisation de l'islam ivoirien ?* Frédéric Madore. Centre interdisciplinaire de recherche sur l'Afrique et le Moyen-Orient (CIRAM), Université Laval (Canada). 2018.



# III. Un terreau fertile

Les groupes djihadistes sahéliens prospèrent dans les zones conflictuelles. Or le Sahel n'en manque pas, où les tensions sont nombreuses et multiformes. **Dans le centre et le nord du Mali, dans l'ouest du Niger, dans le nord et l'est du Burkina, ou encore dans le bassin du Lac Tchad, ils ont démontré leur capacité à identifier des conflits locaux, souvent liés à la concurrence pour l'exploitation des terres et des richesses du sous-sol – concurrence exacerbée ces dernières décennies par les évolutions démographiques et climatiques et par le délitement des autorités étatiques – et à s'en emparer pour recruter dans certaines communautés et s'implanter en leur sein.** Ainsi, leur combat prend parfois la forme d'insurrections armées contre le pouvoir central, contre des injustices sociales ou économiques, ou encore contre les cadres traditionnels de la gouvernance locale. Il peut aussi muter en un conflit communautaire, même si le discours de ces groupes vise à dépasser les clivages ethniques.

Toutefois, leur attitude par rapport aux conflits locaux varie en fonction du contexte. Ils peuvent être directement impliqués dans les affrontements comme ils peuvent jouer le rôle de médiateurs. Leur positionnement semble être influencé par plusieurs paramètres en lien avec leurs besoins et leurs stratégies, dont notamment leur niveau de pénétration au sein des communautés, la composition sociologique du groupe et des communautés locales ou le rapport de force entre les protagonistes en conflit. Ce pragmatisme leur permet de s'adapter aux différentes zones dans lesquelles ils interagissent.

Or la « zone des trois frontières » Mali-Burkina Faso-Côte d'Ivoire est traversée de tensions extrêmement préoccupantes, dans un contexte où les États sont défaillants sur certains aspects, où les cadres traditionnels de régulation sociale sont remis en cause et où le développement économique ne profite qu'à une minorité. Les conflits liés aux questions foncières y sont très nombreux, en raison notamment de la monétarisation de la terre, phénomène relativement récent mais qui a pris une ampleur spectaculaire avec le boom de l'orpaillage et le développement de la culture de l'anacarde, et sous l'effet de spéculations non maîtrisées. Ces conflits ont abouti, dans un passé récent, à des violences et à des morts d'hommes, et ont suscité des rancœurs entre les différentes communautés que les djihadistes pourraient exploiter à très court terme.

Ils pourraient également se nourrir des fortes tensions communautaires observées notamment au Burkina Faso – entre « autochtones » et « allochtones », généralement pour des questions de pouvoir, ou entre éleveurs et agriculteurs – et des tensions sociales qui, liées à des mesures gouvernementales brutales comme les déguerpissements, ont créé frustration et colère parmi la population.

Enfin, ils pourraient exploiter les éventuelles tensions politiques qui pourraient germer à l'approche des élections présidentielles prévues fin 2020 au Burkina Faso et en Côte d'Ivoire.

## A. Le partage de la terre : une situation explosive

---

**La première des préoccupations dans cette zone fertile, où la grande majorité de la population vit traditionnellement de l'agriculture et de l'élevage, est la question foncière. Celle-ci est explosive. Les tensions y sont très nombreuses, et les conflits récurrents.**

En matière de propriété foncière, le même modèle traditionnel régit l'ensemble de la zone concernée par cette enquête. Les populations considérées comme « autochtones », qui peuvent parfois varier d'un village à l'autre, sont les propriétaires terriens. Dans un village, c'est le *chef de terre* – qui n'est pas toujours le chef de village – qui préside à la distribution des parcelles. Celles-ci ne peuvent être ni cédées ni vendues à un tiers, mais elles peuvent être mises à la disposition des nouveaux venus s'ils le demandent et s'ils s'engagent à la mettre en valeur. Lorsqu'un étranger, appelé tantôt « migrant » tantôt « allochtone », arrive, il s'adresse au chef de terre qui lui accorde le droit d'usufruit sur une parcelle. Il n'y a ni contrat écrit, ni transaction financière : tout se décide de manière orale. L'accès à la terre est la plupart du temps conditionné par le paiement d'un droit en nature – un poulet, une chèvre – et par le respect de certaines règles et coutumes. Dans le nord de la Côte d'Ivoire, il est notamment interdit de planter des arbres. Le nouveau venu ne peut que cultiver des plantes. Autrement dit : « Quand un étranger arrive et demande une terre, on la lui accorde, mais ce n'est jamais définitif, il n'en devient pas le propriétaire, et c'est seulement pour nourrir sa famille », résume un chef traditionnel ivoirien. Ce contrat moral peut se transmettre de génération en génération.

Ce modèle ancestral a relativement bien fonctionné pendant des décennies. Mais il semble aujourd'hui dépassé par les nouveaux enjeux liés à la croissance démographique, aux évolutions économiques des zones rurales et surtout à la monétarisation de la terre. Les familles s'agrandissent, les techniques se modernisent<sup>32</sup> ; la terre, elle, n'est pas extensible. Des champs accordés dans le passé à des migrants sont aujourd'hui lorgnés par les descendants des chefs de terre et par les populations « autochtones », qui manquent de place pour cultiver. Ce phénomène est particulièrement sensible au Burkina Faso, dans la Boucle du Mouhoun notamment. « C'est une bombe à retardement, admet un élu local. La pression démographique de plus en plus forte pousse les gens à s'entre-déchirer pour la terre, y compris au sein même des familles ». Certains conflits ont abouti à des violences armées et à des morts d'hommes dans un passé récent, comme à Solenzo (deux morts en 2011).

Deux cas sont emblématiques de l'extrême tension qui règne autour de la question foncière au Burkina Faso et des conflits communautaires qu'elle provoque, tout particulièrement autour des zones pastorales. Nous les détaillons dans les encadrés 2 et 3.

---

32 « Avant, 10 hectares pour 20 personnes suffisaient. Mais aujourd'hui, avec les herbicides, les pesticides et les tracteurs, on a besoin de plus de terres », souligne un acteur de la société civile de la Boucle du Mouhoun.

## À Barani, la zone pastorale attise les braises de l'histoire

---

Le cas de la zone pastorale de Barani – celle-là même dans laquelle des éléments djihadistes se sont probablement établis (voir chapitre 2-A) – est particulièrement explosif. La situation de Barani mérite que l'on s'y attarde, car au-delà de l'intérêt que cette zone semble susciter chez les djihadistes, elle illustre les interactions étroites entre la problématique foncière, les questions de pouvoirs, les relations intercommunautaires et les décisions du pouvoir politique.

La commune de Barani compte environ 50 000 habitants, dont essentiellement des Peuls, des Rimaïbés<sup>33</sup>, des Dogons et des Bwabas. Les premiers sont considérés comme les « autochtones » : fondé vers la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle par la famille Sidibé, venue du Macina, le royaume peul de Barani s'étendait depuis l'actuelle frontière nord-ouest du Burkina Faso avec le Mali jusque dans l'intérieur de la boucle du Mouhoun. Sa puissance reposait au XIX<sup>e</sup> siècle sur trois piliers : l'élevage de chevaux, qui permettait une économie basée sur les razzias de récoltes et d'esclaves ; une population servile, les Rimaïbe ; et le contrôle d'une partie d'un axe commercial reliant Kong (nord-est de l'actuelle Côte d'Ivoire) à Djenné (centre de l'actuel Mali).

La colonisation, puis l'affranchissement des Rimaïbés, marque le début d'un déclin progressif des Sidibé, qui doivent alors, pour gagner leur vie, renouer avec les pratiques pastorales qu'ils avaient abandonnées à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle. Dans les années 1950, une partie des Sidibé émigre vers le sud, au Mali et en Côte d'Ivoire. Des villages tombent sous la responsabilité des anciens esclaves, qui s'affranchissent de plus en plus de la tutelle du chef de canton quant aux questions foncières et se lancent à leur tour dans l'élevage. Puis, dans les années 1970, des migrants arrivent du Mali – des Dogons pour la plupart, qui pratiquent l'agriculture. Le rapport démographique est à nouveau modifié. Les densités augmentent et les champs gagnent du terrain au détriment des pistes de transhumance. À la fin des années 1980, la chefferie peule est très affaiblie.

C'est alors que naît l'idée de sauvegarder la vocation pastorale de la plaine sableuse située à l'est du village de Barani, et d'en faire une zone protégée, exclusivement dédiée au pastoralisme. Financé par l'Agence française de développement (AFD) et soutenu par la notabilité peule, le Projet de développement rural intégré (PDRI)

---

33 Les Rimaïbés sont les descendants des populations autochtones qui ont été réduites en esclavage par les Peuls et assimilées. Aujourd'hui, Peuls et Rimaïbés sont inclus dans le même grand groupe ethnique peul : ils partagent la même culture, la même langue et ont souvent des patronymes identiques. Le clivage reste néanmoins marqué. (*Nord du Burkina Faso : ce que cache le jihad*. International crisis group. Rapport Afrique N° 254. Octobre 2017.)

aménage une zone de près de 50 000 hectares, qui représente près de la moitié de la superficie de la commune. Les agriculteurs (des Dogons pour la plupart) qui s’y étaient installés dans les années 1970 en sont expulsés. Certains retournent au Mali, d’autres se déplacent dans des villages situés autour de la zone protégée.

L’idée, qui part d’une bonne intention, a des conséquences sur les équilibres locaux. Elle renverse le rapport de force et redonne à la chefferie peule – qui a hérité de la gestion de la zone pastorale, via son Comité de gestion basé à Barani – un peu de son pouvoir d’antan. Le Comité est dirigé par le chef du canton de Barani, qui est traditionnellement le chef du royaume, et est principalement composé de Sidibé. Il est chargé de l’aménagement du site, et dispose d’un droit d’exclusion. C’est lui, en outre, qui fait payer l’accès à la zone et qui dispose à sa guise des recettes de cette taxe<sup>34</sup>. A contrario, les Rimaïbe, qui, peu fortunés, n’ont pas les moyens de s’acquitter du droit de pâture, sont les grands perdants de cette affaire, tout comme les agriculteurs expulsés des lieux<sup>35</sup>.

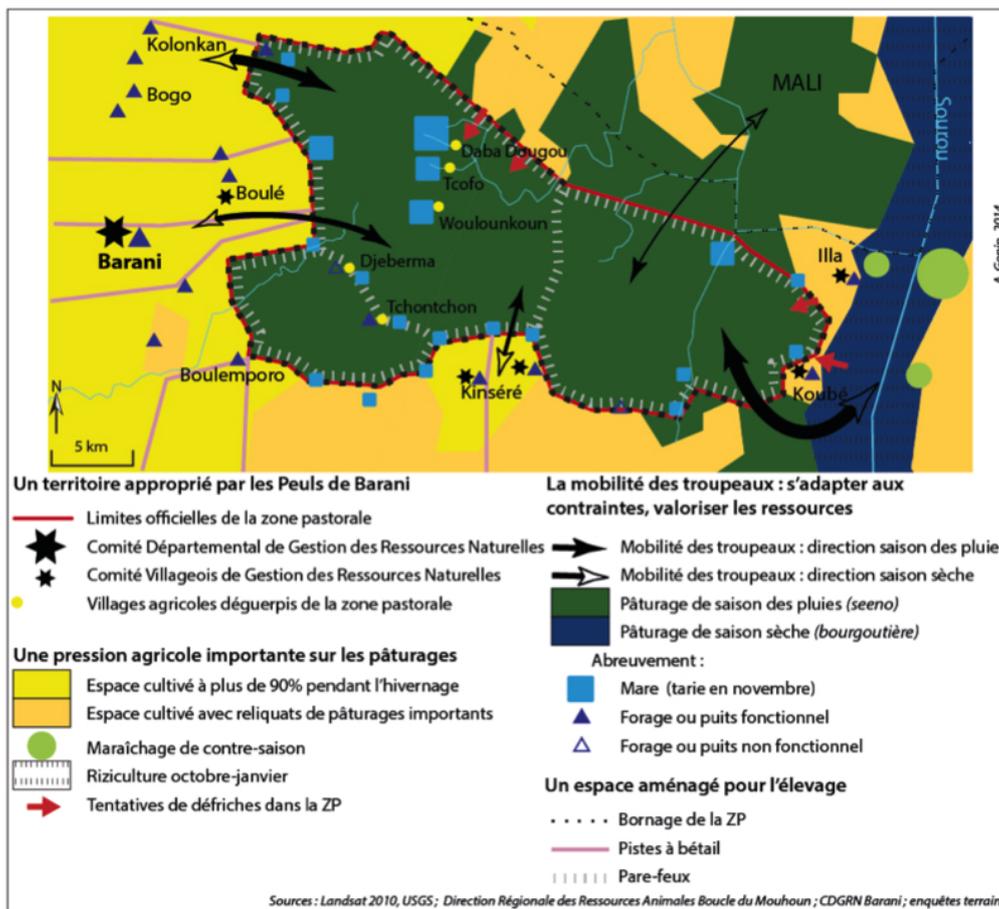
Vingt ans après, les frustrations liées à la création de cette zone sont toujours vivaces. En 2014, des agriculteurs dogons qui s’y étaient réinstallés ont été déguerpis par les forces de sécurité. En 2016, la zone pastorale a été au cœur de la bataille pour la mairie. Pour l’emporter face à son adversaire, issu de la famille du chef de canton, le candidat du MPP (Mouvement du peuple pour le progrès), Hamidou Sidibé, un Rimaïbe, s’est allié avec les Dogons. Il leur aurait fait la promesse, en cas de victoire, qu’ils pourraient revenir cultiver dans la zone pastorale. Aujourd’hui, Hamidou Sidibé, élu maire, conteste l’hégémonie du Comité de gestion. « Cette zone représente plus de la moitié de la commune, c’est un business rentable, et la mairie n’a aucun droit de regard dessus, ce n’est pas normal », proteste-t-il. Au-delà de la question de la zone pastorale, ce conflit a réveillé les vieilles rancunes issues de l’histoire. « Les Peuls n’ont jamais accepté qu’un Rimaïbé l’emporte, dans leur esprit, nous sommes toujours leurs esclaves » déclare-t-il. Ce à quoi un membre de la famille royale rétorque « qu’ils n’avaient qu’à nous le demander s’ils voulaient la mairie, on la leur aurait donnée ».

C’est dans ce contexte tendu que les combats opposant les Peuls aux Dogons au Mali ont débordé sur le territoire burkinabé. Des Dogons du Burkina Faso sont partis prêter main forte aux Dogons du Mali pour combattre les djihadistes. Certains sont revenus. D’autres sont morts. Selon un membre de la famille du chef de canton, ceux qui sont revenus ont créé une milice. Ils revendiqueraient ouvertement le droit de pénétrer dans la zone pastorale – « on va régler le problème de Barani », disent-ils ; « on va changer cet ordre » ; « il n’y aura aucun animal dans la zone pastorale cette année ». Dans le même temps, les djihadistes, qui se seraient installés dans la zone pastorale courant 2019, feraient passer le message selon lequel « personne

---

34 En 2019, le droit d’entrée était fixé tel quel : 2 500 francs CFA par an, pour 50 têtes, pour un habitant de la commune ; 5 000 francs CFA par an, pour 50 têtes, pour un habitant des communes voisines ; 50 000 francs CFA par an, pour 50 têtes, pour un ressortissant d’un pays étranger.

35 Ce bref historique ainsi que la carte qui va avec sont tirés d’une communication consacrée à cette zone pastorale : « Des pâturages en partage : vers une renégociation des territoires du pastoralisme en Afrique de l’Ouest ». Alexis Gonin. Colloque international de l’AFD sur le développement, décembre 2016.



ne pourra aller aux champs ». Des violences ont été commises, sans que l'on puisse établir clairement les responsabilités : un éleveur a été tué dans le village de Koulérou et d'autres ont disparu ; un Dogon a été assassiné dans le village de Kinséré, qui a été attaqué par des hommes armés venus du Mali ; des dozos de Kinséré auraient incendié un hameau de culture, etc. « Les groupes armés se sont petit à petit imposés », se désole un élu local. Et chaque communauté accuse l'autre d'être complice des groupes armés.

Ce contexte est idéal pour les djihadistes, qui pourraient jouer sur les rancœurs des uns et des autres pour gagner des partisans. Hamadoun Koufa, le chef de la katiba Macina, et Ibrahim Malam Dicko, le fondateur d'Ansaroul Islam, ont fondé une partie de leur popularité en contestant les rapports hiérarchiques entre les Peuls et leurs anciens esclaves, en prônant une certaine égalité et en remettant en cause tout ou partie des attributions des autorités traditionnelles, en particulier celles de la gestion de la terre<sup>36</sup>.

36 Toutefois il apparaît sur cette question qu'Hamadoun Koufa se veut pragmatique. En effet, alors que son autorité et son influence sont contestées par l'EIGS dans le centre du Mali, il a récemment déclaré dans des messages audio qu'il autorise les Joro (chefs de village) à gérer convenablement les terres qui leur appartiennent : « Vendez comme vous voulez votre herbe aux bergers prêts à les acheter et gérez comme vous souhaitez la partie que vous contrôlez, mais faites en sorte que le problème de la terre ne pénètre pas dans nos casernes et là où nous sommes ». Cette reconnaissance – nouvelle – du rôle des élites locales traditionnelles tend à démontrer que plus qu'une position principielle, les groupes armés djihadistes instrumentalisent les querelles, en particulier les différends liés à la gestion de la terre.

## Dans la zone pastorale de Samorogouan, une quête de terre qui tend les relations intercommunautaires

---

La zone pastorale de Samorogouan, située dans la région des Hauts-Bassins (Burkina), est également l'objet d'un litige entre plusieurs communautés. Si les djihadistes n'y sont actuellement pas présents, ils ont tenté de s'y installer : c'est là qu'ils ont lancé leur première attaque en territoire burkinabé, en 2015 (voir chapitre 1-B). Cette attaque était intervenue alors que la tension était à son paroxysme, après le déguerpissement des populations vivant illégalement dans la zone.

Très vaste, cette zone située à la frontière avec le Mali est devenue une zone pastorale en 1975. Elle recouvre une grande partie de la commune de Samorogouan et s'étend sur cinq départements de la province du Kenedougou. Comme à Barani, la création de cette zone a été accompagnée de tensions. Les cultivateurs qui y possédaient des champs en ont été exclus, or cette zone qui regorge de plaines inondables est réputée pour la qualité de ses sols, qui se prêtent à la culture du maïs, du riz et du coton. Dans le plan initial, la zone pastorale devait occuper les terroirs de onze communautés villageoises d'origines Sénoufo, Samogho et Bobo. En 1975, les habitants d'au moins huit des onze villages ont accepté de céder pour 50 ans à l'État les terres hors de leurs habitats et champs de case, en partie parce que le projet laissait entrevoir des promesses d'investissements pour les villages propriétaires, mais aussi parce qu'à l'époque, la terre ne manquait pas.

Les années suivantes, des Peuls venus du nord du Burkina Faso s'y sont installés. Après un nouvel épisode de sécheresse en 1983-84, des migrants agricoles (des Mossis essentiellement, mais aussi des Samos et des Bobos) ont commencé à occuper des sites de la zone pastorale. Certains bergers, dont les mœurs n'étaient pas compatibles avec la pratique de « ranching collectif » attendue par les promoteurs du projet, ont quitté les lieux. Puis les migrants agricoles ont commencé à cultiver sur les terres fertiles situées à proximité des campements des pasteurs, occupant ainsi des parcours et des points d'eau, et provoquant une nouvelle vague de départ de bergers.

Ces migrants servaient les intérêts de certains ayant-droits coutumiers, issus des communautés « autochtones », qui s'en servaient comme éclaireurs pour récupérer des terres dans le dos de l'État. Mais à partir des années 1990, les migrants de deuxième ou troisième génération ne passaient plus par eux, mais par leurs parents, qui ne cherchaient plus un accord de leurs anciens tuteurs. Comme le note une étude consacrée à l'histoire de cette zone, « les autorités autochtones avaient en quelque

sorte contribué, par leur politique de grignotage de la zone pastorale, à l'ouverture de leur propre boîte de Pandore : une course sur les terres cultivables de la zone pastorale s'était déclenchée, que les autorités autochtones ne maîtrisaient plus ». Ainsi, à la fin des années 1990, la zone pastorale comptait 19 villages et 12 hameaux de culture. Les migrants représentaient 45% de la population totale (dont 30 % étaient d'origine mossi).

Dans un contexte de pression foncière croissante, des conflits multiples sont alors apparus : entre agriculteurs, entre agriculteurs et éleveurs, entre « autochtones » et « migrants » et entre services publics et populations. En 1996, une partie de la notabilité a tenté – en vain – de transformer la zone pastorale en forêt classée, dans le but d'expulser les éleveurs et les migrants agricoles<sup>37</sup>.

Une étude sur les défis sécuritaires au Burkina Faso dirigée par Sten Hagberg estime que le cas de Samorogouan illustre l'état d'abandon dans lequel ont été laissées les zones pastorales au Burkina Faso : « Les initiatives de l'État burkinabé en matière foncière font souvent face à l'absence de mise en œuvre conséquente et soutenue (...). À titre d'exemple, la création des zones pastorales et la manipulation des notions d'« autochtones » et de « migrants », a contribué aux insécurités foncières vécues par nombre de citoyens burkinabés. » S'en est suivi un processus de réappropriation de la zone par certaines populations « selon la volonté du plus fort », parfois « dans la violence, l'intimidation et l'indifférence »<sup>38</sup>.

En 2015, les tensions étaient telles que l'administration a déguerpi des agriculteurs. Des maisons ont été détruites, des champs saccagés. « Cela a provoqué un très fort mécontentement des Mossis, et des Samogos, les « autochtones », et cela a réveillé les vieilles rancœurs contre les Peuls. Les gens disaient qu'ils avaient été imposés par l'État », rapporte un élu local. C'est dans ce contexte qu'a eu lieu, à peu près au même moment, l'attaque contre la gendarmerie de Samorogouan, en octobre 2015. Certains des interlocuteurs rencontrés lors de cette enquête ne croient pas à une simple coïncidence et se demandent s'il n'y a pas un lien entre cette attaque et l'expulsion des « migrants ».

---

37 L'historique de la zone pastorale de Samorogouan est tiré d'une étude publiée en 2004 : *De la colonisation du vide à la concertation sur le plein. Réglementation de l'exploitation d'une zone pastorale à Samorogouan, Burkina Faso*. International institute for development and environment. Dossier n° 129. Novembre 2004.

38 *Sécurité par le bas. Perceptions et perspectives citoyennes des défis de sécurité au Burkina Faso*. Sten Hagberg, Ludovic O. Kibora, Sidi Barry, Yacouba Cissao, Siaka Gnessi, Amado Kaboré, Bintou Koné et Mariatou Zongo. Forum for African studies. Uppsalat Universitet 2019.

Les tensions sont exacerbées depuis quelques années par le fait que la terre, désormais, a une valeur marchande. La raréfaction des terres cultivables, le boum de l'orpaillage et l'érosion des valeurs traditionnelles ont suscité des convoitises. Aujourd'hui, au Burkina Faso, des propriétaires terriens n'hésitent plus à vendre des parcelles – parfois pour une bouchée de pain, pour s'acheter une voiture ou pour financer un mariage – à des « nouveaux riches » ou à des promoteurs immobiliers et à en chasser des familles qui les exploitaient depuis plusieurs générations. « Ils ne jouent plus leur rôle, dénonce un élu de la commune de Bobo-Dioulasso. Ils bradent les terres à des spéculateurs. »

La situation est particulièrement explosive dans la périphérie de Bobo-Dioulasso. Depuis quelques années, des propriétaires terriens divisent des zones cultivées et habitées depuis plusieurs décennies en lots qu'ils vendent à des particuliers. Parmi ces derniers figurent des militaires qui se sont enrichis en effectuant des missions pour l'ONU, au Darfour notamment, et qui menacent d'user de leur pouvoir pour déloger les occupants du terrain qu'ils ont acquis. En réaction, ces derniers se sont organisés en association et certains d'entre eux seraient en train de chercher à s'armer.

Dans les zones rurales de l'ouest et du sud-ouest du Burkina Faso, les conflits touchent presque tous les villages. Ils opposent généralement les autochtones aux Mossis, et suscitent des tensions communautaires inquiétantes. Dans les régions de la Boucle du Mouhoun, des Hauts-Bassins et des Cascades, le ressentiment des différentes populations, autochtones ou non, contre les Mossis est très fort. Il est fréquent d'entendre des récriminations contre cette communauté accusée de bénéficier du soutien de l'administration et de tromper les « autochtones » peu au fait des lois en vigueur. « Un Mossi, quand tu lui donnes un champ, trois ans après, il a tous les papiers qui font de lui le propriétaire », persifle un élu de la région des Hauts-Bassins.

La question est également sensible dans la région des Cascades, où les terres cultivables se font rares en raison de l'afflux de migrants (des Mossis et des Peuls pour la plupart) après les épisodes de sécheresse des années 1970 et 1980. « À leur arrivée, on leur a donné des terres. Mais les migrants de cette époque ont continué à faire venir des membres de leur famille. Il y a de moins en moins de zones de pâturage pour les bêtes et les terres commencent à manquer », s'inquiète un élu de Mangodara.

Cette commune fut le théâtre d'affrontements violents il y a 25 ans, en février 1995. Comme souvent, l'histoire avait commencé de manière relativement banale : des bergers peuls et leur bétail traversent un champ appartenant à un Karaboro, qui les menace ; le paysan est désarmé et bastonné ; le surlendemain, des parcs à bétail sont attaqués, des animaux tués et des bouviers blessés ; après l'intervention de la gendarmerie, un Peul est abattu par des Karaboro, puis ces derniers tirent sur d'autres Peuls qu'ils trouvent sur leur passage. Le bilan est de sept morts et de nombreux blessés, tous peuls.

Un précédent similaire avait été enregistré à Sideradougou neuf ans plus tôt, en décembre 1986. Après avoir été informé qu'un troupeau foulait son champ, un agriculteur karaboro avait tué un éleveur peul. Le surlendemain, lors de l'inhumation de la victime, les gendarmes, le père et le fils karaboro se présentent pour dresser un constat sur les dégradations occasionnées par le bétail. Les Peuls y voient une provocation et battent le père à mort. Les jours suivants, cinq Peuls seront abattus par des Karaboros.

Une étude consacrée aux événements sécuritaires au Sahel entre 1967 et 2007 constatait en 2010 que, dans cette région, « des terres de plus en plus prisées provoquent une coexis-

tence plus conflictuelle pour le contrôle des ressources ». Premiers occupants de la plaine de Banfora, les Karaboros ont été poussés à migrer vers l'est. Au cours de leur déplacement, ils ont rencontré la vague des éleveurs fuyant les zones arides du nord, mais aussi certaines populations des régions du centre, du nord et de l'ouest ayant fui la sécheresse, et attirées par les terres fertiles de la Comoé. Inévitablement, les différents modes d'occupation des espaces ont été « mis en compétition ».

Au cours des deux conflits, relève cette étude, les Karaboros ont considéré que les Peuls, fautifs au départ selon eux, n'avaient pas été sanctionnés par les services de l'État. Les Peuls quant à eux ont dénoncé l'inaction de la justice et de l'administration après les crimes perpétrés. « Quoiqu'il en soit, pour les deux communautés, les événements de 1986 ont créé un fossé d'incompréhension entre les protagonistes et les organes de représentation de l'État (service régional des Eaux et Forêts, justice, forces de l'ordre, etc.) qui s'est encore creusé après 1995<sup>39</sup>. »

**Dans la Boucle du Mouhoun, des conflits entre éleveurs et agriculteurs ont également dégénéré. En 2012, les Bwabas de Passakongo ont entrepris de chasser les Peuls à la suite d'un conflit entre un éleveur et un agriculteur – un litige qui n'est toujours pas soldé aujourd'hui. En 2017, dans la commune de Gomboro, située à 45 km à l'ouest de Ouahigouya – zone dans laquelle des djihadistes ont été aperçus –, une personne est morte, et trois autres ont été blessées, à la suite d'un conflit entre un éleveur peul et un cultivateur samo. Cette rixe a laissé des traces et a eu des conséquences politiques.** Élu maire de Gomboro en 2016, Moussa Diallo a été contraint de démissionner quelques mois plus tard. « Lorsque j'ai été élu, j'ai tout de suite entendu des choses choquantes, comme : *le Peul a gagné ou les Peuls sont tous des djihadistes* », raconte-t-il. « Un jour de conseil municipal, il y a eu une manifestation de l'opposition. Des gens ont jeté des pierres sur la mairie. Lorsque je suis sorti, j'ai été frappé par plusieurs individus. J'ai passé quatre mois à l'hôpital. Quand je suis revenu, j'ai lâché mon mandat. »

En Côte d'Ivoire, des cas similaires mettant aux prises éleveurs et agriculteurs ont eu lieu dans un passé récent. En octobre 2017, les agriculteurs du village de Latokaha, dans la commune de Niakara (région de Hambol), ont chassé tous les éleveurs après que l'un des leurs a été agressé par un bouvier. En mars 2016, à Bouna (région de Bounkani), un conflit entre éleveurs peuls et agriculteurs lobis avait provoqué la mort d'au moins 33 personnes, et le déplacement de plus de 2 600 individus. **Ces tensions ont poussé un grand nombre d'éleveurs à quitter le nord et à migrer vers la Guinée ou l'ouest de la Côte d'Ivoire.**

**Dans ce pays, le rapport à la terre a été considérablement modifié par la ruée vers l'or, mais aussi par le boum du cours de l'anacarde (ou noix de cajou).** Depuis des décennies, la principale production du septentrion ivoirien était le coton. Il s'agissait pour des dizaines de milliers de paysans de la première source de revenu. Mais ces dernières années, l'explosion du cours de l'anacarde sur le marché mondial a considérablement modifié le paysage. Le prix du kilo a notamment atteint des sommets en 2015 : il était alors vendu à plus de 1 000 francs CFA le kilo<sup>40</sup>.

Attirés par cette tendance favorable et par la promesse de gains rapides (moins gourmand en intrants, l'anacardier donne des fruits au bout de seulement trois ans), et encouragés par l'État,

---

39 Emmanuel Salliot. *Revue des événements sécuritaires au Sahel. 1967–2007*. Secrétariat du Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest (CSAO/OCDE). 2010.

40 En 2019, le prix de l'anacarde est redescendu à 375 francs CFA le kilo. Il reste toutefois supérieur au cours du coton.

« Avant, on cultivait la terre pour vivre, maintenant, on la cultive pour gagner de l'argent. Cela pose des problèmes », constate un chef traditionnel. »

les paysans s'y sont jetés à corps perdu. « Tout le monde s'est mis à planter de l'anacarde », constate un chef de canton de la région de Boudiali. En quelques années, la production de noix de cajou est passée de 100 000 tonnes à plus de 700 000

tonnes, et la Côte d'Ivoire est devenue le premier producteur mondial<sup>41</sup>. Planté initialement dans un but de reboisement des zones de savanes, à l'époque coloniale<sup>42</sup>, l'anacardier est devenu un produit de rente prisé des paysans.

**Mais cette évolution, positive d'un point de vue écologique et économique, a eu des conséquences néfastes sur la cohésion sociale.** Comme indiqué plus haut, dans le nord de la Côte d'Ivoire – comme dans le sud du Mali et l'ouest du Burkina Faso – les autorités coutumières interdisent aux « allochtones » de planter des arbres sur la terre qui leur a été allouée. Certains sont passés outre cette interdiction, ce qui a provoqué des tensions dans de nombreux villages. Plusieurs incidents ont été observés ces dernières années. **Des chefs traditionnels rencontrés au cours de cette enquête ont exprimé leurs inquiétudes quant à ce phénomène. « Avant, on cultivait la terre pour vivre, maintenant, on la cultive pour gagner de l'argent. Cela pose des problèmes », constate l'un d'eux.**

De même, la multiplication des sites d'orpaillage artisanal a compliqué les relations entre « autochtones » et « allochtones ». Dans le passé, lorsque des migrants arrivaient dans un village, il était récurrent qu'ils se voient allouer par les chefs traditionnels les terres les moins prisées par les villageois, qui étaient les moins productives. Or ce sont ces sols rocaillieux qui renferment de l'or. **« Aujourd'hui, les "autochtones" veulent récupérer ces terres qui ne les intéressaient pas auparavant pour pouvoir être les principaux bénéficiaires du boum de l'orpaillage, indique un responsable des mines de Korhogo. Mais ceux qui les exploitent ne veulent pas les lâcher. Cela suscite des tensions. »**

## B. Une concurrence intercommunautaire croissante

---

Outre le contrôle de la terre, d'autres enjeux de pouvoir ont tendance à tendre les relations entre les différentes communautés qui cohabitent dans cette région. Bien plus que le Mali et la Côte d'Ivoire, le Burkina Faso est le théâtre aujourd'hui d'innombrables conflits intercommunautaires qui pourraient dégénérer, voire profiter aux djihadistes.

Ces conflits s'expliquent par l'évolution démographique des régions de l'ouest burkinabé. Au fil des ans, les Mossis, venus du plateau central pour cultiver les terres fertiles des régions de la Boucle du Mouhoun, des Hauts-Bassins et des Cascades, sont devenus de plus en plus

---

41 Le pays a vu sa récolte de noix de cajou doubler en cinq ans, passant de 380 000 (2013) à 711 000 tonnes (2017), soit 22 % de la production mondiale.

42 Entre 1929 et 1969, les anacardiens ont représenté 25 % des arbres plantés dans les projets publics de reboisement. Plus de la moitié (56 %) de ces plantations ont été réalisées dans des villages. Source : *Le boom de l'anacarde dans le bassin cotonnier du Nord ivoirien*. Thomas J. Bassett. *Afrique contemporaine* n° 263-264. 2017.

nombreux. Dans la Boucle du Mouhoun, région considérée comme le grenier du pays, ils ont fini par être le groupe majoritaire dans certains villages. Ils ont alors tenté de ravir la chefferie coutumière aux « autochtones », qui ne s'en sont pas laissés compter. Selon un fonctionnaire en poste à Dédougou, les tentatives de « putschs » locaux sont de plus en plus nombreuses, et se concluent parfois par des rixes sanglantes.

**De même, la bataille pour la mairie a, dans certaines localités, et du fait de l'évolution démographique, pris la forme de « matchs » entre les différentes communautés qui habitent la commune, comme l'illustre le cas de Barani (voir encadré 2). « Auparavant, il n'y avait pas de débat, la commune devait être dirigée par les "autochtones", qui étaient de toutes manières plus nombreux, explique un chef coutumier de la Boucle du Mouhoun. Mais aujourd'hui, les nouvelles générations ne respectent plus cette règle, et le rapport de force s'est équilibré entre "autochtones" et "allochtones". Certains ont des ambitions et ne s'en cachent plus. »**

Les velléités de certains Mossis d'implanter dans cette zone des groupes locaux de Koglweogos<sup>43</sup> ont également été sources de tensions. Ces milices d'autodéfense, qui ont discrètement émergé au début des années 2000 dans certaines localités, se sont multipliées après la chute du régime de Blaise Compaoré en 2014, afin de faire face à l'insécurité croissante dans les zones rurales. Si leur apparition a suscité un engouement certain en pays mossi, en dépit d'atteintes aux droits humains récurrentes, il n'en a pas été de même dans les zones où les Mossis ne sont pas majoritaires. Dans l'ouest du Burkina Faso, où les dozos, qui assurent la sécurité des zones rurales depuis des siècles, sont très nombreux<sup>44</sup>, les Koglweogos ne sont pas les bienvenus. La plupart des tentatives pour créer un groupe local de Koglweogos ont non seulement échoué, mais elles ont parfois abouti à des conflits armés.

À Saitiri, au nord de Bobo-Dioulasso, il a fallu que les forces de l'ordre interviennent en 2018 pour stopper un groupe qui souhaitait se constituer en Koglweogos. « Les dozos refusaient, ils en étaient presque arrivés à prendre les armes », indique un élu local. À Karangasso-Vigué, localité située à une soixantaine de kilomètres à l'est de Bobo-Dioulasso (non loin d'une forêt qui pourrait être infiltrée par des djihadistes), un affrontement a éclaté en septembre 2018 pour les mêmes raisons. Trois personnes sont mortes après que des dozos ont exigé des Koglweogos qu'ils démantèlent leur groupe.

Ces tentatives sont souvent perçues par les populations locales comme une volonté de la part des Mossis de s'imposer aux autres : souvent accusés d'avoir des ambitions hégémoniques, les Mossis voudraient ainsi affirmer leur présence sur ces territoires, estiment un certain nombre d'interlocuteurs rencontrés au cours de cette enquête. « Pourquoi vouloir créer un nouveau groupe armé alors que nous acceptons tout le monde chez les dozos ? » s'interroge notamment un des chefs dozos de la zone, qui rappelle que « toutes les communautés sont représentées chez nous ».

Ces tensions, omniprésentes au Burkina Faso, sont également perceptibles au nord de la Côte d'Ivoire et au sud du Mali, mais dans une moindre mesure. Elles sont exacerbées par la situation sécuritaire. Les conflits intercommunautaires au Mali ont notamment « débordé » sur les pays voisins. Les récents événements observés à Kombori, dans la Boucle du Mouhoun, illustrent les conséquences immédiates de la multiplication des groupes armés, dans une zone où les liens transfrontaliers sont étroits et où les déplacements de personnes se sont accentués ces derniers temps.

---

43 Le terme « Koglweogo » est mooré et signifie koglgo (« surveiller », « garder ») et weogo (« brousse »).

44 La chefferie dozo revendique 17 000 membres dans le grand ouest du Burkina.

Kombori est un village dogon, dans lequel vivent également des Peuls, des Rimaïbe, des Mossis, des Dafings, etc. De l'autre côté de la frontière, voilà plusieurs mois que des Dogons – des dozos pour la plupart – se sont organisés en milice d'auto-défense pour faire face aux djihadistes. Ils s'en prennent à des civils, des Peuls la plupart du temps, qu'ils qualifient de « djihadistes » ou de « complices » des djihadistes, et attaquent régulièrement des villages entiers. En représailles, des Peuls armés, membres de la katiba Macina ou organisés en milices, s'en prennent à des Dogons, et attaquent eux aussi des villages. Le 30 juin 2019, des dozos ont attaqué les villages peuls de Bidi et de Saran, dans la commune de Ouenkoro (cercle de Bankass), une localité située près de la frontière avec le Burkina. 23 personnes ont été tuées, selon le maire de la commune. Les survivants ont fui. « Les Peuls se sont réfugiés chez des Peuls, y compris dans des villages du Burkina. Et les Dogons, craignant des représailles, se sont réfugiés à Baï [côté malien, NDLA] ou à Kombori [côté burkinabé, NDLA] », souligne un élu local. La ville de Kombori a ainsi accueilli plus de 2 000 réfugiés, ce qui a suscité des tensions intercommunautaires.

Durant les semaines qui ont suivi, les violences se sont multipliées. Des hommes armés venus du Mali ont tendu des embuscades sur les pistes menant notamment aux villes les jours de marché. Des personnes ont été enlevées. Du bétail a été volé : le 21 septembre, 816 petits ruminants auraient été volés à Abaye, un village burkinabé. Face à l'inaction des forces de sécurité, basées à Barani, les dozos burkinabés se sont alors organisés avec certains des Maliens venus se réfugier à Kombori pour assurer la sécurité de la zone.

Le 13 novembre, des hommes armés ont attaqué les villageois d'Abaye alors qu'ils effectuaient les travaux champêtres. Les dozos ont riposté : ils ont poursuivi les assaillants jusqu'au village de Pè, côté malien, où ils ont attaqué le quartier peul. Une dizaine de personnes auraient été tuées et du bétail aurait été emporté. Le même jour, des hommes armés ont attaqué à nouveau le village d'Abaye, ont incendié les maisons et les greniers et ont emporté du bétail. Les habitants ont fui vers Kombori. Trois jours plus tard, les dozos se sont rendus à Abaye pour, selon l'élu, « constater les dégâts ». Ils ont été surpris par l'armée malienne, qui était sur place. Trois dozos seraient morts, et des motos auraient été brûlées ou emportées par les soldats maliens.

Cette opération a tendu les relations entre Bamako et Ouagadougou. Le 18 novembre, le ministre burkinabé de la Défense s'en est plaint dans un courrier adressé à son homologue malien<sup>45</sup>. « Les militaires maliens ont procédé à une répression contre les populations du village d'Abaye, occasionnant trois morts dont un broyé par les roues de véhicules, des destructions massives d'infrastructures et de matériels », indique la lettre du ministre. « Plusieurs personnes auraient été arrêtées et transférées au Mali et le reste de la population d'Abaye terrorisée par cette répression s'est réfugiée à Kombori, dans un dénuement total », précise cette missive. Dans un communiqué, l'armée malienne a, pour sa part, expliqué avoir « poursuivi des assaillants » qui avaient attaqué le village de Bidi « jusqu'à leur base au Burkina Faso ».

Selon plusieurs interlocuteurs rencontrés au cours de cette enquête, le risque de « conflit ethnique » n'est pas à exclure au Burkina Faso. « Depuis trois ans, la situation est extrêmement tendue, note un chef dozo qui fait tout, de son côté, pour préserver la paix. De part et d'autre, certains poussent à l'affrontement. Avant, les Peuls étaient les indicateurs des dozos. On était liés comme les deux doigts d'une main. Mais aujourd'hui cette collaboration est finie, les liens se sont distendus, on ne se fait plus confiance. Beaucoup de dozos pensent que les Peuls ont

---

45 Classé « Confidentiel », ce courrier (n° 2019-1197/MDNAC/CAB), authentifié par la suite, a fuité sur les réseaux sociaux et dans la presse.

rejoint les djihadistes. Si ce qui se passe dans la Boucle du Mouhoun arrive dans les Hauts-Bassins et les Cascades, ce sera très grave, car il y a beaucoup plus de dozos ici. Si des Peuls tuent cinq dozos, ils seront éradiqués. »

## C. Des tensions sociales et politiques inquiétantes

---

Dans un contexte de fort chômage en milieu urbain, notamment dans les villes du nord de la Côte d'Ivoire, et d'absence de perspectives dans les zones rurales, en raison en particulier de la pression foncière, le risque de voir une partie de la jeunesse de cette région rejoindre des groupes armés est grand. **Aux frustrations engendrées par l'absence de travail, liée à une faiblesse structurelle de l'économie des régions concernées, s'ajoutent des décisions politiques ou des choix économiques qui peuvent susciter colère et indignation.**

Les mesures de déguerpissement des populations vivant dans des forêts classées, au Burkina, au Mali et surtout en Côte d'Ivoire, sont souvent citées comme des épisodes pouvant pousser des gens vers des groupes radicaux. « Du jour au lendemain, ils perdent tout : leur maison, leurs effets personnels, leur champ... Ils n'ont plus rien, et sont légitimement en colère contre l'État », résume un défenseur des droits humains ivoirien. Si ces mesures sont rares au Burkina Faso et plus rares encore au Mali, elles sont récurrentes en Côte d'Ivoire.

En 2012, le gouvernement ivoirien a décidé de chasser les habitants des forêts classées. Les premières expulsions menées par l'armée et la Société de développement des forêts (Sodefor), une société d'État chargée de la gestion des 236 forêts classées du pays, ont commencé un an plus tard, en 2013, dans la forêt de Niégré, dans le sud-ouest de la Côte d'Ivoire. Plus de 20 000 personnes ont alors été contraintes de quitter la forêt et se sont réfugiées dans des villages voisins ou dans des camps. Depuis lors, les expulsions n'ont jamais cessé.

Dans le nord, les autorités ont débuté ces opérations de déguerpissements en 2018. En 2019, quatre forêts ont été « évacuées » : la forêt de Silué, et les trois forêts de Leraba, Koba et Nougbo, situées dans la zone frontalière avec le Burkina Faso, près de Ouangolodougou – là même où une présence djihadiste a été signalée il y a quelques mois (voir chapitre 1-C). Des villages ont été rasés, y compris ceux dans lesquels l'État avait construit des écoles et des dispensaires dans le passé, des champs de culture ont été détruits, et les habitants ont été expulsés *manu militari*, sans avoir le temps d'emporter tous leurs biens personnels. Certains, d'origine malienne ou burkinabé, sont retournés dans leur pays.

Ces expulsions ont choqué la population, et pas seulement les défenseurs des droits humains. Plusieurs élus locaux et des responsables administratifs ont avoué, lors de cette enquête, que les conditions dans lesquelles ces personnes avaient été expulsées étaient indignes. « **C'est un gros problème, cela concerne des milliers de personnes, soulève un élu de Ferkessedougou. Rien n'a été prévu pour accompagner ces gens. Ils se sont retrouvés à la rue, avec leurs enfants. Certains ont pu compter sur la solidarité des voisins ou de la famille, mais d'autres non.** » Un représentant du gouvernement rappelle que des missions de sensibilisation avaient été menées depuis deux ans. Mais il reconnaît que la méthode des autorités peut paraître brutale, voire injuste. Des élus évoquent en outre des cas de racket de la part d'agents de la Sodefor au détriment des habitants des forêts : contre une certaine

somme d'argent que les villageois doivent réunir (quelques centaines de milliers de francs CFA), ils promettent de ne pas les expulser.

Human Rights Watch avait dénoncé ces rackets en 2016. Dans un rapport documenté, l'ONG avait également pointé du doigt des cas d'expulsions sans avertissement préalable, de destructions de biens ou encore de violences physiques. « Des familles sont violemment expulsées des terres sur lesquelles elles ont vécu et travaillé pendant des années, et voient tout ce qu'elles possèdent détruit en un instant », avait déclaré à l'époque Jim Wormington, chercheur sur l'Afrique de l'Ouest à Human Rights Watch<sup>46</sup>.

**Au Burkina Faso, le déguerpissement de près de 300 habitants de la forêt classée de Dida, en 2012, avait provoqué un mouvement de protestation des expulsés. Cette forêt qui semble être dans le viseur des djihadistes (voir chapitre 2-C) abrite des milliers de personnes, des éleveurs et des agriculteurs pour la plupart, établis dans une vingtaine de villages. En 2012, ordre leur avait été donné par les autorités de quitter la forêt. « L'État nous demande de quitter les terres que nous exploitons parce que c'est une forêt classée sans pour autant nous montrer une zone où nous pourrions nous installer », avaient contesté les manifestants.** D'autres estimaient être dans leur droit, rappelant que leur village avait été fondé bien avant l'indépendance de la Haute-Volta – avant même l'époque de Samory Touré, avaient-ils ajouté<sup>47</sup>. Ils estimaient que la création de la forêt classée les avait trouvés sur place et s'étaient faite sans leur consentement. Depuis, les personnes expulsées sont retournées dans leur village. Toutes les tentatives d'expulsions ont échoué.

D'autres litiges, souvent liés à des projets structurants ou à des installations industrielles, sont sources de colère dans la région. Il arrive que les habitants des zones dans lesquelles se sont implantées des mines d'or industrielles dénoncent l'absence de retombées pour la population locale et organisent des manifestations pour réclamer l'embauche des jeunes villageois et la construction de structures de base telles que des écoles ou des centres de santé. À Bagassi, dans la Boucle du Mouhoun, des habitants ont manifesté leur colère en octobre 2018 contre la firme canadienne Roxgold, qui exploite une mine d'or dans la commune. Selon un chef coutumier, la firme n'embauche pas suffisamment de jeunes issus de la commune. Des mouvements suspects ont été observés dans cette zone. Certains pensent qu'elle abrite une cellule djihadiste.

À Fourou, dans le sud du Mali, la compagnie australienne Resolute Mining Limited, qui exploite l'une des deux mines d'or de la zone depuis dix-sept ans, est également accusée de négliger la jeunesse locale et d'embaucher des étrangers. En 2016, une manifestation contre la firme avait dégénéré : deux manifestants avaient été tués par les forces de l'ordre, et soixante autres blessés. « La mine a recruté des locaux au début, mais après, plus rien. Elle a fait venir des Burkinabés, des Ghanéens... Pourtant, nos jeunes sont là, et ils n'ont pas de travail, dénonce un chef dozo de la commune. Il y a beaucoup de colère chez les jeunes. Nous faisons tout pour les calmer. Nous leur disons : "Regardez ce qui se passe dans le nord du pays". Mais ça risque d'exploser un jour. » L'absence de contrôle des autorités quant aux engagements des industriels, voire l'usage de la force par les corps habillés pour réprimer les mouvements de contestation, ne sont pas de nature à enrayer ce sentiment de frustration.

---

46 <https://www.hrw.org/fr/news/2016/06/13/cote-divoire-expulsions-arbitraires-dhabitants-de-forets-classees>

47 <https://lefaso.net/spip.php?article46961>

Parfois, ce sont des projets portés par le gouvernement lui-même qui suscitent la colère des populations. Au Burkina Faso, la construction du barrage de Samandeni, ambitieux projet débuté en 2010 et qui a été officiellement inauguré en décembre 2019, a fait de nombreux mécontents. Situé au confluent de deux affluents du Mouhoun, à l'ouest de Bobo-Dioulasso, ce barrage couvre une superficie de 150 km<sup>2</sup>. Il devrait permettre d'aménager 21 000 hectares de terres agricoles et, selon les autorités, de créer 100 000 emplois. Construit sur un site sacré, ce projet a toutefois suscité de vives tensions entre l'État et les populations déguerpies. Après la signature d'un accord signé en 2016 entre un comité interministériel et les chefs de village de la zone concernée, l'État s'était engagé à débloquer une enveloppe de 22 milliards de francs CFA (33,5 millions d'euros) pour indemniser les riverains et viabiliser les sites de relocalisation. Mais cette manne n'a pas profité à tout le monde. Un risque d'affrontements existe, estiment plusieurs sources locales.



« Depuis trois ans, la situation est extrêmement tendue. De part et d'autre, certains poussent à l'affrontement », note un chef dozo. »



« Depuis trois ans, la situation est extrêmement tendue. De part et d'autre, certains poussent à l'affrontement », note un chef dozo. »

**L'autre danger qui menace la région est lié au calendrier électoral. De nombreux observateurs craignent des tensions politiques à l'approche des scrutins présidentiels prévus durant le dernier trimestre de l'année 2020 au Burkina Faso et en Côte d'Ivoire.**

Au Burkina Faso, l'incertitude quant à la tenue du scrutin liée à la situation sécuritaire dans le nord et dans l'est du pays, et les rumeurs autour du rôle que pourrait jouer l'ancien président, Blaise Compaoré, avant et après l'élection, ainsi que ses partisans, suscitent des interrogations. L'éventuel report de l'élection pourrait provoquer des tensions qui auraient pour conséquences de détourner les forces de sécurité et les services de renseignements de la lutte anti-terroriste et de mettre à mal la cohésion sociale.

En Côte d'Ivoire, un « *remake* » de l'élection de 2010 n'est pas à exclure : les incertitudes autour de la candidature des vieilles figures de la vie politique nationale, dont celles d'Alassane Ouattara et de Henri Konan Bédié, et des plus jeunes, comme celle de Guillaume Soro, la fin des alliances qui avaient prévalu depuis 2010 et les questions pendantes autour du rôle de la Commission électorale indépendante (CEI) pourraient aboutir aux mêmes effets (plus de 3 000 personnes avaient été tuées en 2010-2011). Ici aussi, en cas de troubles, les forces de sécurité et les services de renseignements pourraient être accaparés par d'autres dossiers et délaissés la surveillance des frontières.

Dans le nord, une région qui se remet tout juste de la guerre civile des années 2000, et où les armes qui ont servi durant cette période sont encore en circulation pour une partie d'entre elles, le scénario du pire est dans tous les esprits. La « crise identitaire » qui fut le moteur de la guerre civile est toujours vivace, et la fracture entre les différentes communautés n'a pas été résorbée. « On se guette entre "autochtones" et "non-autochtones", constate une militante des droits humains. Il n'en faudrait pas beaucoup pour réveiller les vieux démons. » « Personne ne veut revivre les événements de 2010, mais les ingrédients sont là », souligne un élu de Ferkessedougou, le fief de Guillaume Soro. Un fonctionnaire ivoirien en charge de la cohésion sociale remarque que la réconciliation nationale est encore loin d'être une réalité, et que les Ivoiriens se retranchent toujours très vite sur des lignes ethniques en cas de tensions. Plusieurs sources sécuritaires estiment que les djihadistes pourraient profiter d'une déstabilisation pour mener des attaques en territoire ivoirien, voire tenter de s'implanter dans des zones reculées.

## D. Des États fragilisés à plusieurs niveaux malgré une meilleure prise en compte de la menace

---

Au niveau politique comme militaire, les autorités du Burkina Faso, de la Côte d'Ivoire et du Mali ont pris conscience de la menace. Des mesures ont été prises : renforcement des effectifs et de la surveillance aux frontières, coopération transfrontalière en matière de renseignements et de cohésion sociale<sup>48</sup>, travail de sensibilisation auprès des populations... Des opérations militaires sont régulièrement menées aux frontières. La Côte d'Ivoire par exemple, dispose désormais de 27 postes de gendarmerie et/ou de l'armée à ses frontières avec le Mali et le Burkina Faso. Elle organise chaque mois des patrouilles mixtes, mêlant soldats, gendarmes, policiers et agents des Eaux et Forêts. Le Burkina Faso a envoyé des renforts dans la Boucle du Mouhoun, notamment des membres des unités GARS (Groupe d'action rapide – Surveillance et intervention) formés par l'Union européenne. Le Mali a également envoyé des éléments de la FORSAT (Force spéciale antiterroriste) dans la zone sensible de Yorosso.

Dans le cadre de l'Initiative d'Accra (Côte d'Ivoire, Ghana, Togo, Bénin, Niger, Mali, Burkina Faso), les chefs de services de renseignement de ces pays se retrouvent tous les deux mois pour évoquer la situation de sécurité intérieure et transfrontalière. Des rencontres bilatérales entre pays ont également lieu très régulièrement, permettant de régler certaines questions. Les ministres de l'Intérieur et de la Sécurité de ces pays se retrouvent enfin tous les trois mois. À cette occasion sont planifiées des opérations militaires conjointes aux frontières. Ces opérations sont pour l'instant ponctuelles, mais les chefs d'État des pays concernés souhaitent qu'elles deviennent permanentes.

Des initiatives ont également été prises afin d'impliquer davantage les populations dans le secteur de la sécurité et d'améliorer les relations entre les corps habillés et les citoyens. En Côte d'Ivoire, l'expérience des cellules civilo-militaires commence à porter ses fruits. Ces cellules départementales, supervisées par les préfets, réunissent 25 civils (acteurs de la société civile, religieux, commerçants, élus, etc.) et 15 corps habillés (militaires, policiers, gendarmes, Eaux et Forêts, Sodefor), qui se retrouvent régulièrement afin de « briser le mur de défiance » entre les uns et les autres. Elles sont un lieu d'écoute, mais elles organisent également des événements afin de sensibiliser la population. Selon des membres de la cellule de Ferkessedougou, mise en place en octobre 2018, les débuts sont prometteurs. Ce travail d'ouverture doit notamment permettre aux forces de sécurité d'être mieux informées par la population.

**De fait, les populations se sont désormais emparées du dossier sécuritaire. Dans toutes les zones visitées dans le cadre de cette enquête, un mot est régulièrement revenu dans la bouche de nos interlocuteurs : « vigilance ».** Élus, fonctionnaires, responsables des forces de sécurité ou acteurs de la société civile, la plupart des personnes rencontrées affirment que les populations ne se laisseront pas surprendre par des infiltrations de djihadistes, comme ce fut le cas au sud du Mali en 2015. « Faire ce qu'ils ont fait à l'époque, ce ne serait pas possible aujourd'hui, croit savoir un dozo de la commune de Fourou. Nous sommes sur nos gardes désormais. Nous sommes à l'affût de tout mouvement suspect. »

---

48 Des élus des régions concernées se rencontrent régulièrement de part et d'autres des frontières. Kaweli Ouattara, le maire de Ferkessedougou, a notamment lancé une discussion par Whatsapp entre certains de ses homologues des villes ivoiriennes, maliennes, guinéennes qu'il a visitées afin de partager rapidement des informations et d'alerter au sujet d'attaques ayant lieu dans ces villes ou non loin, de part et d'autre de la frontière.

Les dozos, très nombreux dans la « zone des trois frontières » Burkina Faso-Mali-Côte d'Ivoire, y jouent un rôle de plus en plus important. Au sud du Mali et au sud du Burkina Faso, plusieurs groupes de chasseurs mènent des patrouilles nocturnes, en ville ou en brousse. De temps en temps, ils participent en outre à des opérations, en lien plus ou moins direct avec les forces de sécurité. Lors de l'enlèvement de quatre personnes en novembre dans le sud du Burkina, ils ont été capables de mobiliser en quelques heures 150 hommes afin d'encercler la zone dans laquelle les ravisseurs se trouvaient avec leurs otages. Ils sécurisent en outre la plupart des sites d'orpaillage, ce qui leur permet d'avoir un œil sur ce qu'il s'y passe. Ce rôle de force complémentaire peut être bénéfique pour les autorités, à condition d'éviter les abus en matière de droits humains et d'encadrer ces forces de manière à ce qu'elles ne deviennent pas parties prenantes au conflit, comme c'est désormais le cas dans le centre du Mali, où des groupes d'auto-défense se sont rendus coupables de tueries contre des civils.

Toutefois, les faiblesses structurelles des États en matière de sécurité demeurent toujours une réalité. Les armées des trois pays sont encore fragiles.

Huit ans après sa déroute dans le nord du Mali face aux combattants du Mouvement national de libération de l'Azawad (MNLA), l'armée malienne se reconstruit difficilement. Les résultats des importants moyens mis en œuvre pour lui permettre d'assumer ses missions<sup>49</sup> sont pour l'heure peu probants. Confrontée à une multiplication des fronts, dans le nord et dans le centre du pays, et à des querelles intestines toujours vivaces, l'armée reste très fragile. Le manque de moyens est criant. Et les effectifs sont insuffisants. « Quand il y a un besoin dans le centre, c'est chez nous qu'on vient prendre des hommes. Cela revient à déshabiller Pierre pour habiller Paul », regrette un élu de la région de Sikasso.

La reconstruction est également lente et difficile au Burkina Faso. Après la chute du régime de Blaise Compaoré et le démantèlement du Régiment de la sécurité présidentielle (RSP), qui faisait figure d'armée dans l'armée, les nouvelles autorités ont dû remodeler les services de sécurité. Auparavant, le système de renseignement reposait davantage sur des hommes et leurs réseaux que sur des institutions. Créée en octobre 2015, l'Agence nationale du renseignement (ANR) a ainsi commencé à structurer son action et notamment centraliser le renseignement. Confrontés à une nouvelle menace à laquelle ils ne s'étaient pas préparés, les soldats burkinabés et leur hiérarchie ont mis du temps à prendre la mesure du phénomène. Cependant, contrairement à ce que l'on a pu observer dans le nord et dans l'est du pays, les forces de sécurité n'ont jusqu'à présent pas abandonné de position dans l'ouest.

Quant à l'armée ivoirienne, elle est elle aussi en pleine reconstruction depuis la fin de la guerre civile, et de l'aveu même de certains de ses responsables, le dispositif militaire ivoirien n'est pas préparé à la prévention et la lutte contre les groupes radicaux violents. Plusieurs responsables administratifs et militaires en poste dans le nord admettent notamment que les frontières avec le Burkina Faso et le Mali sont extrêmement poreuses.

---

49 Le gouvernement malien a fait voter une loi d'orientation et de programmation militaire ambitieuse en mars 2015, dont l'objectif était « de se doter à l'horizon 2019 d'une organisation et d'un plan d'équipements, de disposer d'un outil de défense adapté aux besoins de sécurité, et capable en toutes circonstances de défendre l'intégrité du territoire national tout en contribuant à la consolidation de la démocratie ». D'un coût total estimé à plus de 1 230 milliards de francs CFA (près de 1,9 milliard d'euros) sur une période de cinq ans, ce qui représente un effort colossal pour l'État malien, cette loi visait notamment à recruter près de 10 000 hommes, afin de porter les effectifs des forces de sécurité à 20 000 éléments, et à acquérir du matériel de guerre.

Quoi qu'il en soit, la réponse militaire ne peut pas contenir à elle seule la menace djihadiste. La littérature consacrée aux groupes djihadistes sahéliens, tout comme les conclusions des nombreuses actions de terrain menées par Promediation, s'accordent sur une évidence depuis des années : ces groupes prospèrent sur les échecs des États ouest-africains, sur l'absence d'éducation, de justice et d'accompagnement social, bien plus que sur le fondamentalisme religieux. Or l'État, dans cette zone, est affaibli. Dans le nord de la Côte d'Ivoire, les gens ont appris à se débrouiller sans lui durant la guerre civile et la partition du pays. « Pendant des années, les forces de sécurité étaient absentes. Pour beaucoup de personnes aujourd'hui, nous ne représentons plus l'autorité », constate un gendarme en poste à Ferkessedougou. « C'est un effet collatéral de la crise : la population ne nous aime pas, elle ne nous respecte plus », ajoute un autre gendarme de la zone.

Au Mali et au Burkina Faso, l'échec de l'État est une perception souvent partagée dans les zones rurales. « Le gouvernement a démissionné, affirme un élu malien. Comment expliquer que les forêts classées soient toutes occupées ? » « Pour beaucoup, l'État ne représente rien. Souvent, l'État n'est vu que comme un organe d'oppression ou de racket », renchérit un élu burkinabé.

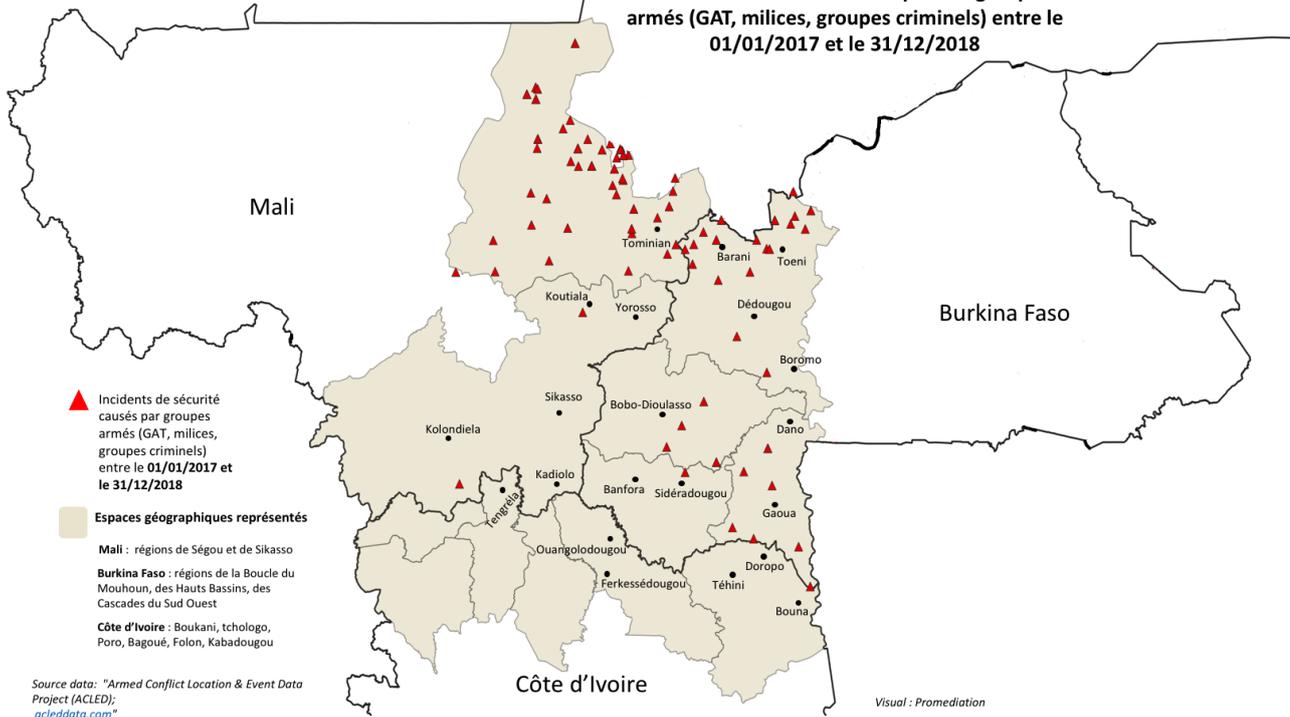
Partout, les corps habillés sont accusés de racketter les populations. Plusieurs représentants d'éleveurs se plaignent des taxes imposées par les agents forestiers – et ce dans les trois pays concernés par cette enquête. Ce grief a joué un rôle majeur dans la montée en puissance de la katiba Macina au centre du Mali, et semble être un frein à la coopération entre les éleveurs et les forces de sécurité, dans la Boucle du Mouhoun notamment. Dans cette région, plusieurs interlocuteurs évoquent en outre la défiance des populations vis-à-vis des militaires. Il est reproché à ces derniers tantôt leur immobilisme, lorsqu'ils sont informés d'un mouvement suspect ou d'une attaque, tantôt leur manque de discrétion, lorsqu'ils confrontent publiquement un informateur à la personne qu'il a dénoncée. Des manquements qui sont souvent davantage liés à un manque de moyens qu'à de la mauvaise volonté. Mais les canaux de dialogue et les espaces d'expression entre les FDS et les populations manquent cruellement ce qui accentue la défiance des deux côtés. Cette mauvaise image de l'État n'est pas propre à la région ici étudiée ; elle est commune à l'ensemble des régions des États sahéliens.

Les violences commises dans le cadre de la lutte anti-terroriste ne sont pas de nature à recréer du lien avec les populations. L'armée malienne et l'armée burkinabée sont régulièrement accusées de procéder à des exécutions extrajudiciaires, des arrestations arbitraires et des exactions basées sur le délit de faciès, notamment à l'égard des Peuls<sup>50</sup>. De telles accusations sont rares, pour l'heure, dans la région concernée par cette enquête. Mais pas inexistantes : quelques cas d'arrestations arbitraires et de disparitions forcées ont été dénoncés dans la Boucle du Mouhoun et dans les Cascades, au Burkina Faso.

---

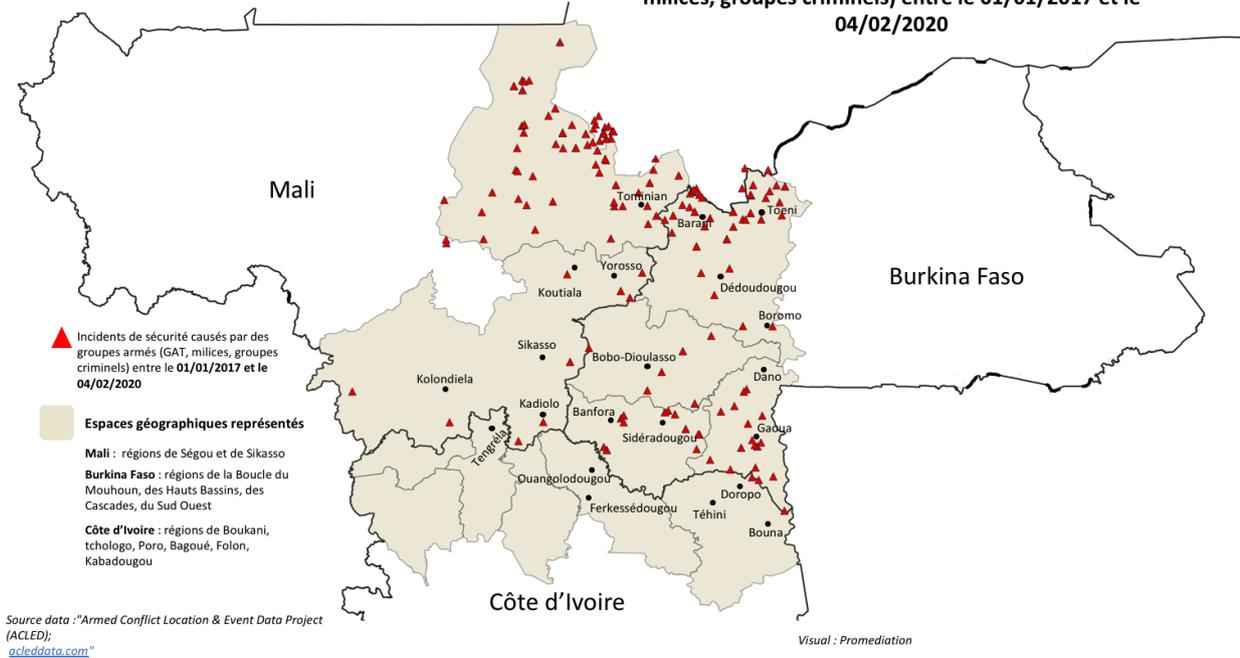
50 Lire à ce sujet : *Dans le centre du Mali, les populations prises au piège du terrorisme et du contre-terrorisme*, Rapport d'enquête de la Fédération internationale des ligues des droits de l'Homme (FIDH), novembre 2018 ; « *Le jour, nous avons peur de l'armée, et la nuit des djihadistes* », rapport de Human Rights Watch (HRW), mai 2018.

**Incidents de sécurité causés par des groupes armés (GAT, milices, groupes criminels) entre le 01/01/2017 et le 31/12/2018**



Infographie : Promediation

**Incidents de sécurité causés par des groupes armés (GAT, milices, groupes criminels) entre le 01/01/2017 et le 04/02/2020**



Infographie : Promediation

# Conclusion

La « zone des trois frontières » Burkina Faso-Mali-Côte d'Ivoire devient à son tour le théâtre des ambitions et de l'expansion des groupes djihadistes armés sahéliens, à tout le moins sur son versant burkinabé. L'intérêt du JNIM pour cette zone est ancien, comme l'a démontré la tentative, en 2015, d'implanter une katiba à la frontière entre le Mali et la Côte d'Ivoire. Cet échec a semble-t-il servi de leçon aux djihadistes. Désormais, ils avancent leurs pions avec prudence, en envoyant des éclaireurs et des avant-gardes qui ont pour mission de constituer des cellules en recrutant parmi les populations locales, de trouver des caches sûres, dans les zones boisées notamment, et de s'armer en attaquant des postes de gendarmerie et de police sans jamais revendiquer ces attaques. Ils semblent également avoir réorienté leurs priorités d'expansion géographique : alors que leur empreinte est pour l'heure faible dans le sud du Mali et dans le nord de la Côte d'Ivoire, elle est beaucoup plus marquée dans l'ouest et dans le sud du Burkina Faso.

À l'évidence, le Burkina Faso est considéré aujourd'hui comme le maillon faible par les djihadistes, qui y multiplient les attaques, dans le nord, dans l'est, et désormais à l'ouest dans la Boucle du Mouhoun. Il est vrai que dans l'ouest, le terreau est fertile pour ces groupes armés : les tensions foncières et communautaires y sont très fortes, la relation entre l'État et les populations est mauvaise, et la géographie est idéale pour des hommes souhaitant s'y cacher.

Conscients de la menace, les États concernés ont pris des mesures fortes en matière de sécurité. De telles mesures sont indispensables afin d'empêcher les djihadistes de s'installer durablement dans ces espaces frontaliers et périphériques. Mais ces mesures sécuritaires ne seront pas suffisantes pour limiter l'expansion des groupes armés djihadistes si elles ne sont pas accompagnées de dispositifs et de mesures sociales et économiques visant à résoudre les conflits liés à l'utilisation de la terre et des richesses du sous-sol, à pacifier les relations entre les différentes communautés et à promouvoir une économie formelle génératrice d'emplois pour les jeunes et permettant à tout un chacun de nourrir sa famille.

Jusqu'à présent, la composition sociologique de cette zone, son éloignement avec les principaux foyers d'insurrections djihadistes et l'activisme des chasseurs traditionnels *dozos* semblent être, sinon des boucliers permettant de contrer les vellétés des djihadistes, du moins des freins à leur expansion. Ainsi, il paraît peu probable que cette « zone des trois frontières » devienne dans un avenir proche un foyer actif et centre « sanctuarisé » des groupes armés djihadistes tels que le Macina au Mali, le Soum au nord du Burkina Faso, ou le Liptako-Gourma aux frontières du Mali, du Niger et du Burkina Faso. Les ressorts y sont très différents. Par contre, selon les dynamiques actuelles il est possible que cette zone transfrontalière à cheval sur le Burkina Faso, le Mali et la Côte d'Ivoire soit le théâtre d'un scénario similaire à celui observé dans l'est du Burkina Faso : une zone infestée de cellules djihadistes, qui y mèneraient des opérations occasionnelles et s'y constitueraient des sanctuaires, afin d'obliger les forces de sécurité à mobiliser des effectifs et des renforts, affaiblissant d'autant les autres théâtres

d'opérations. À terme, cela permettrait aux groupes armés djihadistes de s'y implanter durablement et de bénéficier de bases logistiques suffisamment solides pour amorcer une nouvelle phase de leur expansion en Afrique de l'Ouest : lancer des attaques sur les pays côtiers du golfe de Guinée.

© Tous droits réservés, Promediation, 2020

**Comment citer cette publication :**

Toute reproduction partielle ou totale de cette publication est autorisée sur demande spécifique qui doit être adressée à : [contact@promediation.org](mailto:contact@promediation.org)

*Une nouvelle « zone des trois frontières » ? L'extension de la menace djihadiste aux frontières du Burkina Faso, du Mali et de la Côte d'Ivoire, Promediation, février 2020.*

Directeur de la publication : Éric Blanchot  
Design et mise en pages : Stéphanie Geel / [lunacitablue@free.fr](mailto:lunacitablue@free.fr)

**Promediation** est une organisation non gouvernementale à but non lucratif, de médiation et de négociation dans les conflits armés, alliant une expertise de haut niveau et l'expérience de terrain à l'international, en particulier en Afrique et au Moyen-Orient.

## Nos missions dans les processus de paix et de stabilisation

- La prévention des conflits, par un travail d'analyse et la facilitation du dialogue entre les acteurs sur le terrain ;
- La gestion et la résolution des conflits politiques et des conflits armés par un travail de facilitation du dialogue, de médiation, ou d'appui aux processus de paix ;
- La facilitation d'accès aux zones de conflits.

Ces missions peuvent se faire en amont ou en appui de médiations menées par des organisations ou acteurs gouvernementaux (États, organisations internationales) aux niveaux local, national, régional ou international. Il s'agit de réunir les conditions pour passer de la phase militaire d'un conflit à celle de la négociation. Notre mission est aussi de prévenir la dégradation de la situation et d'éviter la cristallisation d'un conflit politique et sa transformation en conflit armé violent.

En fonction des contextes, **Promediation** apporte un soutien aux parties en amont ou durant les négociations, et pendant la mise en œuvre de l'accord. **Promediation** intervient aussi dans la facilitation des processus de négociation ou directement en tant que médiateur à la demande des parties.

**Promediation** soutient également l'ouverture d'espaces d'échange et de réflexion susceptibles de participer à la recherche de solutions durables et acceptables par tous dans le cadre d'un soutien à la prévention ou à la résolution de conflits.

## Une approche spécifique de la gestion des conflits

- Une capacité à agir rapidement, de manière souple, discrète et à s'adapter à des contextes variés, en évolution ;
- Une indépendance qui se traduit par un attachement à l'intégrité du processus et non à la défense d'intérêts spécifiques, garantissant son impartialité auprès des différents acteurs impliqués ;
- La confidentialité assurée autour des processus et des échanges entre les acteurs impliqués. Elle est nécessaire pour assurer un dialogue franc et sincère au sein de l'espace dédié au dialogue et à la négociation, préalable à la construction de relations de confiance ;
- Une capacité de coordination avec les acteurs gouvernementaux et non gouvernementaux impliqués sur les mêmes scènes politiques ;
- Une importance particulière donnée au contexte dans la préparation du déploiement de **Promediation** en réunissant toutes les compétences disponibles, notamment auprès des chercheurs et praticiens, afin d'agir efficacement en direction de tous les acteurs, d'être à même de développer des liens de confiance et de participer à la compréhension de fond des situations et à la recherche de solutions.

**Promediation**

195 rue du Faubourg Saint-Denis 75010 Paris – France

E-mail : [contact@promediation.org](mailto:contact@promediation.org)

Site internet : [www.promediation.org](http://www.promediation.org)